ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

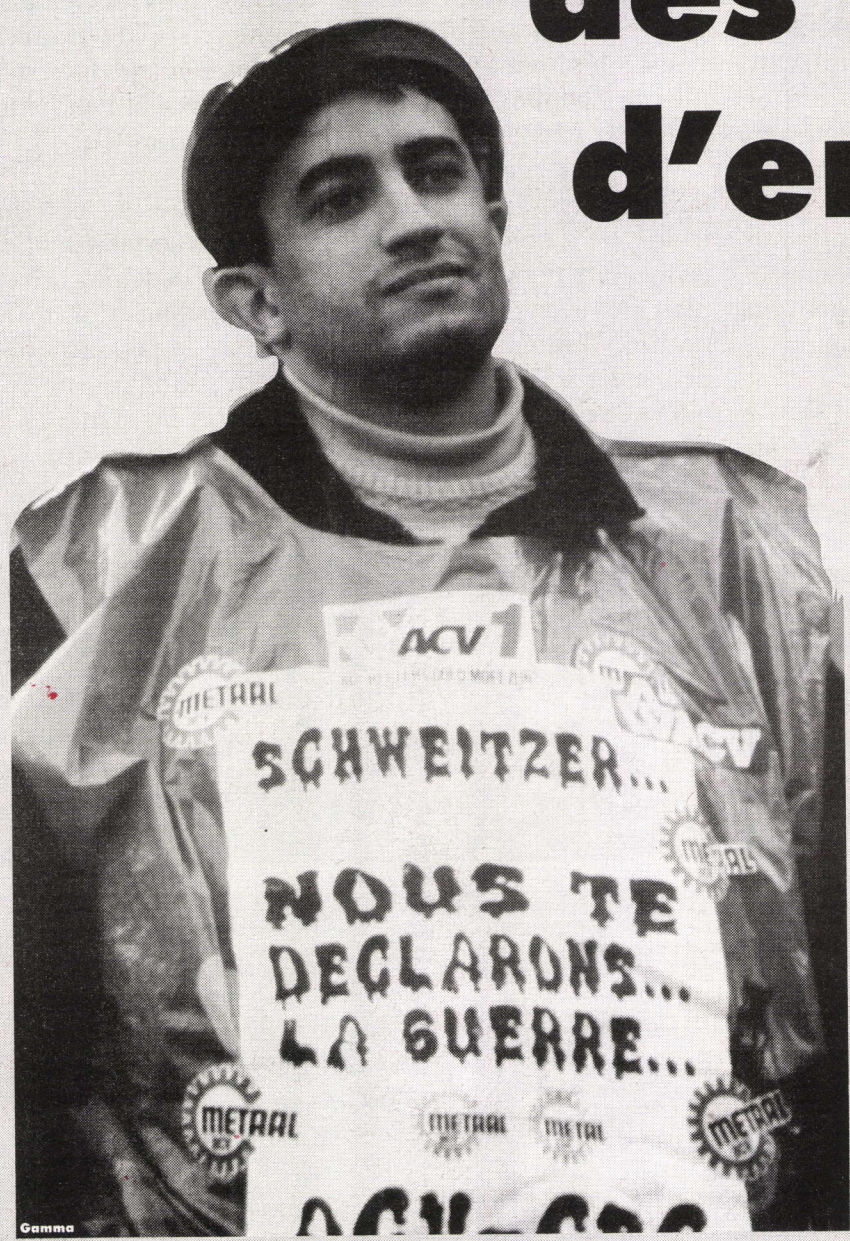
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1496 - 7 mars 1997 - prix : 9 F

Après Michelin, Renault supprime des milliers d'emplois



LA RIPOSTE OUVRIÈRE S'IMPOSE

(p 3 et 8-9)

Dans les entreprises :

Les Mines de Potasse d'Alsace, RVI à Lyon, Massey Ferguson à Beauvais, etc...

SOMMAIRE

Politiciens
4 – PC-PS : Hue hausse le ton… pour réclamer la discussion
– Le PCF invité par Pasqua sur la monnaie unique

Leur société
5 – Les charters de la honte
– Les calculs antisémites de Le Pen
– Le FN à Clichy
7 – Le GAN nous coûte cher
– Chirac et l'exclusion
– La réforme fiscale
– Endettement et banques
– Bouygues en examen

Tribune
6 – Non à cette société qui clone les chômeurs
10 – Tribune du 25 février, avertissement et commentaires

Enseignement
6 – Fermetures de classes dans des écoles de cités populaires

Travailleurs en lutte
8/9 – Renault supprime 6000 emplois : les travailleurs en légitime défense
– Échos de Belgique, de Douai (Nord) et de Cléon (Seine-Maritime)

Dans les entreprises
11 – Grève aux Mines de potasse d'Alsace
– CAF : non à la fermeture du centre d'Arpajon
12 – Débrayages sur les salaires à RVI Lyon-Feuillat
– Grève aux verreries du groupe Danone
– Accident à l'Aérospatiale
13 – Beauvais :
• Flexibilité à France Glaces Findus
• Dégradation des conditions de travail à Massey-Ferguson
• Débrayage à Bosch
14 – Les facteurs de Marseille 03 en grève
– Échos des entreprises

Lire – Voir
15 – *L'initiation d'un homme : 1917*, un livre de John Dos Passos
– *Get on the bus*, un film de Spike Lee

Dans le monde
16 – Albanie : le gouvernement envoie les chars contre la population révoltée
– Israël : un gouvernement de voleurs continue de spolier les Palestiniens
– Irak : les profits de la faim

LE NÉCESSAIRE : LA NOURRITURE ; LE SUPERFLU : LE PROCUREUR

Un juge de Poitiers vient de reconnaître qu'aujourd'hui avec 4 500 F de revenus au total (1 700 F de « salaire » pour un petit boulot d'aide-cuisinière plus les allocations familiales), une mère de famille peut se retrouver dans l'obligation de voler de la nourriture pour que ses enfants puissent manger à leur faim !

Avec de lourdes charges de déplacement en voiture pour suivre un traitement médical à 90 km de son domicile, il a considéré qu'il était impossible pour cette mère de faire autrement, pour que ses deux enfants puissent manger autre chose que des nouilles, que de voler quelques biftecks, du poisson et du saucisson.

Le tribunal l'a donc acquittée en utilisant une jurisprudence datant de 1898, qui établit qu'en cas de nécessité, il est admissible d'enfreindre la loi. Mais il y avait quand même eu un propriétaire de grande surface pour la poursuivre (alors que, bien souvent, ils ferment les yeux dans ce genre de cas), et surtout il y a eu un procureur pour l'envoyer en correctionnelle et, maintenant, pour faire appel et exiger qu'elle soit rejugée.

Au lieu de défendre le pauvre et l'orphelin, la justice défend le commerce et la propriété. On le savait déjà mais, quand on tient à nous le rappeler, cela nous ôte les quelques illusions dont on pouvait se bercer.

Si ces gens-là réussissent à faire condamner cette femme en appel, voler en cas de nécessité pourrait bien devenir se révolter contre l'injustice.

Roger PÉRIER

Rencontres avec les militants de Lutte Ouvrière

■ **à BEAUVAIS (Oise)**
Samedi 8 mars
de 10h à 18h
Rue Saint-Pierre
(zone piétonnière)
Réunion-débat à 16h30

■ **à LORIENT (Morbihan)**
Samedi 8 mars
Place Alsace-Lorraine
Débat à 17h

■ **à CHENOVE (Côte-d'Or)**
Vendredi 7 et samedi 8 mars
Sur le mail, près du centre commercial Saint-Exupéry

■ **à BRIVES (Corrèze)**
Samedi 8 mars
Place Winston-Churchill
(face à la Poste)
Débat à 16h

AUGMENTATION DE L'ABONNEMENT DU TÉLÉPHONE HARO SUR LES ISOLÉS

À partir du 1er mars, l'abonnement téléphonique a augmenté de plus de 30 F par bimestre.

En trois ans, cela fait une augmentation de près de 45 F pour deux mois, soit près de 270 F par an.

En contrepartie, nous disent les Télécoms, les communications baissent. Mais ce n'est pas la même chose car, pour les familles les plus pauvres, qui se retrouvent à compter sur tout, y compris sur le nombre de coups de fil, ce prix de l'abonnement compte proportionnellement plus.

Pour faire charitable, France Télécom nous dit qu'il y aura dorénavant un « tarif » de pauvres. Pour ceux qui utilisent très peu leur téléphone, l'abonnement sera à moitié prix (68 F au lieu de 136 F) mais les communications seront deux fois plus chères pour les 184 premières unités.

En fait, le seuil se situe à 92 unités. À 92 unités, vous payez normalement comme les autres, en subissant l'augmentation de l'abonnement. À moins de 92 unités, vous y gagnez d'autant plus que vous téléphonez moins. À plus de 92 unités, vous payez plus cher que les autres.

De plus, ce deuxième tarif, pourtant tellement restrictif, ne s'applique même pas automatiquement quand il est plus avantageux sur une période donnée : il faut le demander à l'avance. Alors, qui va être frappé ? Mais tous les salariés, les chômeurs dont les revenus sont bloqués ou en baisse depuis des années ! Et qui va être le plus touché ? Mais les vieilles personnes isolées pour lesquelles le téléphone est bien souvent le seul lien fréquent avec leur famille ou leurs amis.

Tant que les Télécoms étaient un service public, ils n'étaient pas vraiment au service du public. Mais maintenant que la privatisation est proche, tant pis pour les faibles et les canards boiteux : le profit est roi.

Marielle LEMONNIER

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

■ **au HAVRE**
Samedi 8 mars
à partir de 18h
Salle François-1er

■ **à SAINT-NAZAIRE**
Samedi 15 mars
de 16h à 24h
Salle Jacques-Brel

■ **à ANGERS**
Samedi 22 mars
de 15h à 24h
Salle Louis-Aragon
à Trélazé

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIERE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Après Michelin, Renault veut supprimer des milliers d'emplois

LA RIPOSTE OUVRIÈRE S'IMPOSE

Il y a deux semaines, Michelin, entreprise largement bénéficiaire, annonçait 1 500 licenciements, ce qui portait ses effectifs de Clermont-Ferrand de plus de 30 000 salariés à moins de 13 000 en 15 ans.

Après le refus par le gouvernement du projet de plan social de Peugeot et Renault, prévoyant de mettre à la retraite anticipée 40 000 travailleurs de plus de 50 ans pour, soi-disant, embaucher 14 000 jeunes à la place, c'est maintenant autour de Renault d'annoncer la fermeture de son usine de Vilvorde en Belgique : trois mille travailleurs sur le carreau, sans compter ceux qui travaillent chez les sous-traitants.

Et ça n'a pas tardé, la direction de Renault a annoncé qu'elle supprimerait aussi des postes en France – presque 3000 postes – dans les différentes usines du groupe. La direction veut en outre imposer des horaires mobiles aux travailleurs de plusieurs de ses autres usines.

Pendant ce temps, à Renault-Douai, la direction, parce que la *Mégane Scénic* se vend très bien en ce moment, impose des changements d'équipes avec des horaires impliquant de nombreuses heures supplémentaires et, par exemple, de travailler le samedi jusqu'à 23 heures pour certains !

Tout cela pour faire faire le travail sans embaucher. Renault le pourrait pourtant, ce ne sont pas les travailleurs ex-Renault qualifiés au chômage qui manquent et qui ne demanderaient pas mieux que d'y retrouver du travail, même momentanément. Mais non ! La direction préfère imposer des cadences, un travail et des horaires exténuants. Jusqu'aux vacances si les ventes se maintiennent, et peut-être un horaire et un salaire réduits le jour où il y aura moins de travail.

Voilà la politique du patronat. Il faut que les travailleurs soient taillables et corvéables à merci. Pour augmenter les profits, on taille dans le vif, on réduit à la misère des milliers de familles, on ruine des villes pour maintenir, voire augmenter la production lorsque c'est nécessaire, on utilise les travailleurs à mort, à la limite de leurs possibilités physiques. Et quand ils sont trop vieux, on les jette pour les remplacer par des jeunes qu'on fera vieillir avant l'âge.

La politique du patronat c'est : travaillez sans broncher, comme on vous le dit, quand on vous le dit, pour le salaire qu'on vous donne. Et si vous ne voulez pas, il y en a dix qui attendent pour prendre votre place.

Les patrons veulent des horaires mobiles, à l'année, pour remplacer les heures supplémentaires payées 25 % de plus par des heures compensées qui seront payées comme des heures normales.

D'ailleurs, au lendemain de ces mesures, les actions de Renault à la Bourse, au lieu de baisser, ont augmenté de 13 % ! Et l'action Peugeot, dans l'attente de mesures de licenciements annoncées, a progressé de 7 %. C'est cela, le capitalisme !

Alors, si nous ne voulons pas être usés avant l'âge et réduits à la misère, il nous faudra bien mettre le nez dans la gestion, dans les comptabilités des grandes entreprises, vérifier les comptes en banque des dirigeants et de leurs proches, vérifier les profits réels et ce qu'on en fait. Et on verra qu'il y a de quoi maintenir, voire créer des emplois tout en assurant la production et des salaires décents à tous.

Le gouvernement trouve des milliards à offrir à ceux qui vont racheter la compagnie d'assurances Le GAN lorsqu'il va la privatiser. Il peut réserver ces milliards à maintenir les emplois. Et dans les caisses des entreprises nationales ou privées il y a largement de quoi faire vivre la population laborieuse.

Les travailleurs veulent bien de la répartition des heures de travail entre tous les bras, mais sans diminution de salaire. Depuis des années que le patronat fait reposer le poids financier, social, matériel, de la crise sur les classes populaires, il est temps de l'obliger à déplacer le centre de gravité des sacrifices pour les reporter sur les profits.

Oui, il y a de quoi voir rouge ! Mais le jour où les travailleurs verront rouge et se mettront en colère, ils ne s'arrêteront pas avant d'avoir changé profondément les rapports de force entre le patronat et les travailleurs.

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
aura pour thème :
LA « MONDIALISATION » DE L'ÉCONOMIE
Vendredi 14 mars à 20 h 30
Salle de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)
Métro Maubert-Mutualité – Participation aux frais 20 F

Meeting avec Arlette LAGUILLER
• en GUADELOUPE, à Pointe-à-Pitre
à l'invitation de l'organisation trotskyste antillaise COMBAT OUVRIER
vendredi 14 mars à 19 h
Palais de la Mutualité

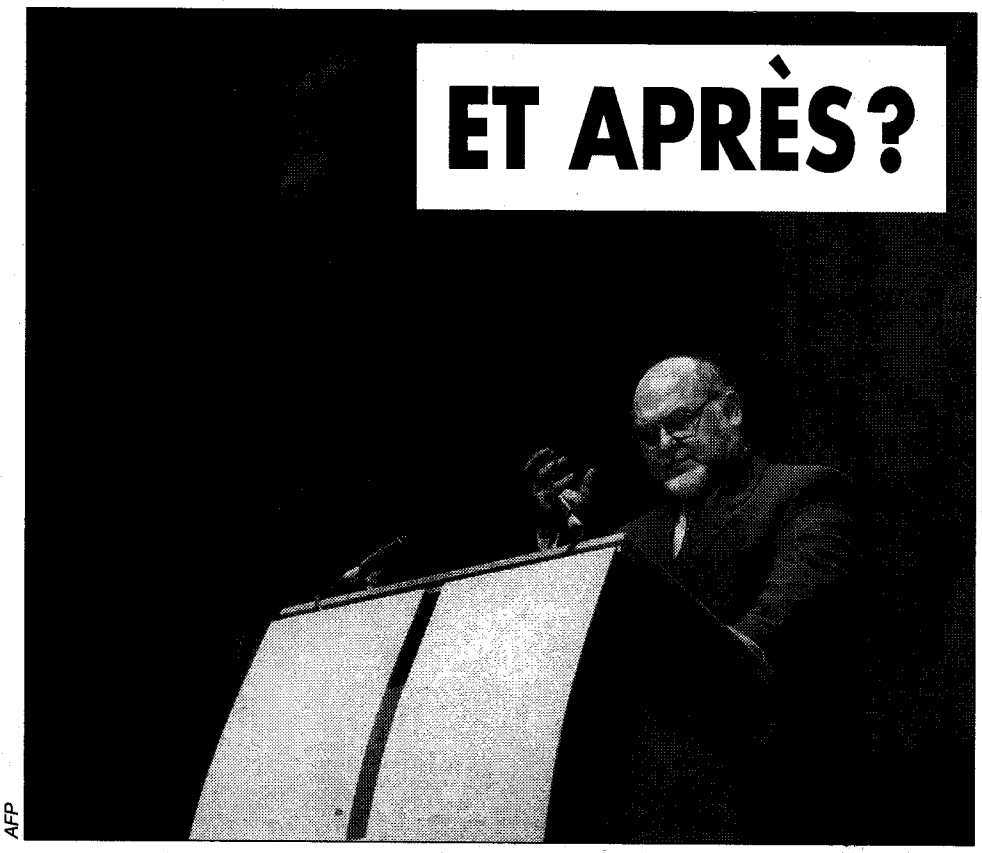
PC-PS

HUE HAUSSE LE TON... POUR RÉCLAMER LA DISCUSSION...

Lors du meeting qu'il a tenu à Lille le 1er mars – et qu'on a présenté comme le lancement de la campagne du PCF pour les législatives – Robert Hue a interpellé le Parti Socialiste.

«*Aujourd'hui,* a-t-il dit, *beaucoup ont le sentiment que le Parti Socialiste leur propose tout juste un «toilettage», pour la rendre plus présentable, de sa politique des années quatre-vingts*», alors qu'il faut «*avoir l'audace de s'en prendre au «tout pour la finance»*».

Évidemment cela sonne radical. Mais que propose la direction du PCF pour «*donner un cours nouveau à la politique*» d'une gauche qui reviendrait aux affaires? Dans la même phrase où il dit qu'«*il faut qu'elle* (la gauche) *se bouge, il faut que notre peuple la fasse bouger*», Hue enchaîne : «*Le Parti Communiste prend l'initiative en proposant des assises pour le changement en 1998. C'est la contribution qu'il entend apporter à la gauche et au changement*». Et, plus loin, s'adressant «*solennellement à l'ensemble des formations de gauche et en particulier au Parti Socialiste*», Robert Hue leur demande : «*Le temps n'est-il pas venu de faire le point ensemble?*»



AFP

En clair, le PCF voudrait faire croire à son public que des réunions, des assises, des débats, en un mot des bavardages, pourraient infléchir la politique du PS.

La direction du PS aurait pu ne pas répondre à cette interpellation, car elle sait parfaitement que ce ne sont que des mots. Mais les dirigeants du PS ont quand même tenu à le faire. Ils ont rappelé une nouvelle fois que si un gouvernement de gauche se formait en 1998, c'est le Premier ministre, Jospin, qui en décidera la politique. C'est ce qu'a répliqué le porte-parole du PS, François Hollande : «*Est-ce que s'en tenir à des slogans comme la semaine de 30 heures, la nationalisation de tout le secteur bancaire et d'assurances, le SMIC à 8500F net sont une façon de préparer le gouvernement de demain?*». Et d'enfoncer le clou : «*Hue devrait regarder la mariée, et si elle ne lui plaît pas, passer son chemin.* (Mais) *s'il la trouve comestible, à son goût, je crois qu'il ferait mieux de mesurer son langage*».

Bien sûr, cette petite comédie fait partie d'un jeu : avec ses réunions, ses assises – ce que Robert Hue appelle son «*initiative de grande portée*» pour que «*la gauche se bouge*» –, le PCF va s'essayer à des «écarts de langage» dont tout le monde, à commencer par les états-majors du PS et du PC, sait bien qu'ils ne changeront rien. Ni avant ni surtout après les élections, si Jospin devait former un gouvernement soutenu par le PCF.

P. L.

Le PCF invité par Pasqua

UN COLLOQUE TRANSGÉNIQUE SUR LA MONNAIE UNIQUE

Charles Pasqua a réuni en colloque pendant un week-end un large éventail d'opposants à la monnaie unique. Si, la semaine dernière, il était en compagnie de De Villiers, cette fois, Jean-Pierre Chevènement du Mouvement des Citoyens, Anicet Le Pors ancien ministre communiste et Yvan Renard, sénateur du PCF, étaient présents.

Déjà, lors du référendum sur Maastricht de 1992, Pasqua avait, avec Philippe Séguin, autre dirigeant RPR, appelé à voter «non» au traité. Cela ne l'avait pas empêché, six mois plus tard, d'être ministre d'État du gouvernement de Balladur... qui était chaud partisan du traité. Pasqua avait alors mis pendant deux ans dans sa poche son opposition à ce traité.

Aujourd'hui, Pasqua n'est plus au gouvernement. S'il se pose à nouveau comme un adversaire intransigeant de la monnaie unique, c'est pour se donner un peu d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. En se mettant ainsi en semi-opposant, il peut espérer subir moins la déconsidération du gouvernement dans l'opinion.

C'est aussi une manière de tenter de ramener des voix du FN. À plusieurs reprises, ces dernières années, en déclarant par exemple qu'il ne considérait pas le FN comme un «parti à part», il s'est placé comme De Villiers à la droite de la majorité actuelle, afin de courtiser cet électorat.

Alors, dans les rivalités qui agitent le panier de crabes de la droite, il fait le calcul qu'il peut se refaire une santé en prenant du champ vis-à-vis du RPR et du gouvernement par le biais de la monnaie unique. Quitte à remettre ses déclarations «*sur les atteintes à la souveraineté de la France*» dans sa poche pour un nouveau poste au gouvernement.

Dans cette manœuvre politicienne, il a trouvé le renfort de Chevènement et du PCF. D'ailleurs *L'Humanité* relatant la rencontre ne s'en cache pas : «*S'il est un point qui semblait faire consensus dans l'assistance, c'est le danger que la monnaie unique fait courir aux valeurs républicaines, parce que, pour les uns et les autres, elle implique un abandon de souveraineté de la part du peuple*».

L'opposition à la monnaie unique, la défense de la «souveraineté nationale» sont des terrains qui n'ont rien à voir avec la défense des travailleurs. Est-ce à cause de la monnaie unique que Renault licencie en Belgique? Que Michelin licencie à Clermont-Ferrand? Non, c'est la rapacité des capitalistes à augmenter leurs bénéfices.

Cette campagne vise à faire croire que la montée du chômage, la dégradation du niveau de vie des classes populaires sont dues à Maastricht et non aux profits patronaux. C'est un écran de fumée destiné à masquer la responsabilité des gouvernements qui se sont succédé avant ou après Maastricht.

Marie-France Garaud, elle aussi du RPR, a benoîtement déclaré aux participants de ce colloque : «*Nous devons passer sur nos petites différences. Nous réglerons nos comptes entre nous, après*».

Les travailleurs, eux, ont intérêt à ne pas oublier la «grande» différence de classe qui les sépare d'hommes comme Pasqua et consorts et des bourgeois dont les premiers sont au service des seconds.

Christian BERNAC

Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE
n°26 (mars 97)

• Algérie – Face à la guerre entre l'armée et les islamistes, quelle issue pour le peuple algérien?

• Corée du Sud – Du mythique «miracle économique» aux traditions de lutte de la classe ouvrière

• Mexique – La crise du Parti Révolutionnaire Institutionnel : de la révolution à l'institution vermoulue

• Tribune de la minorité – Mondialisation : l'arène retrouvée du capital financier

LES CHARTERS DE LA HONTE

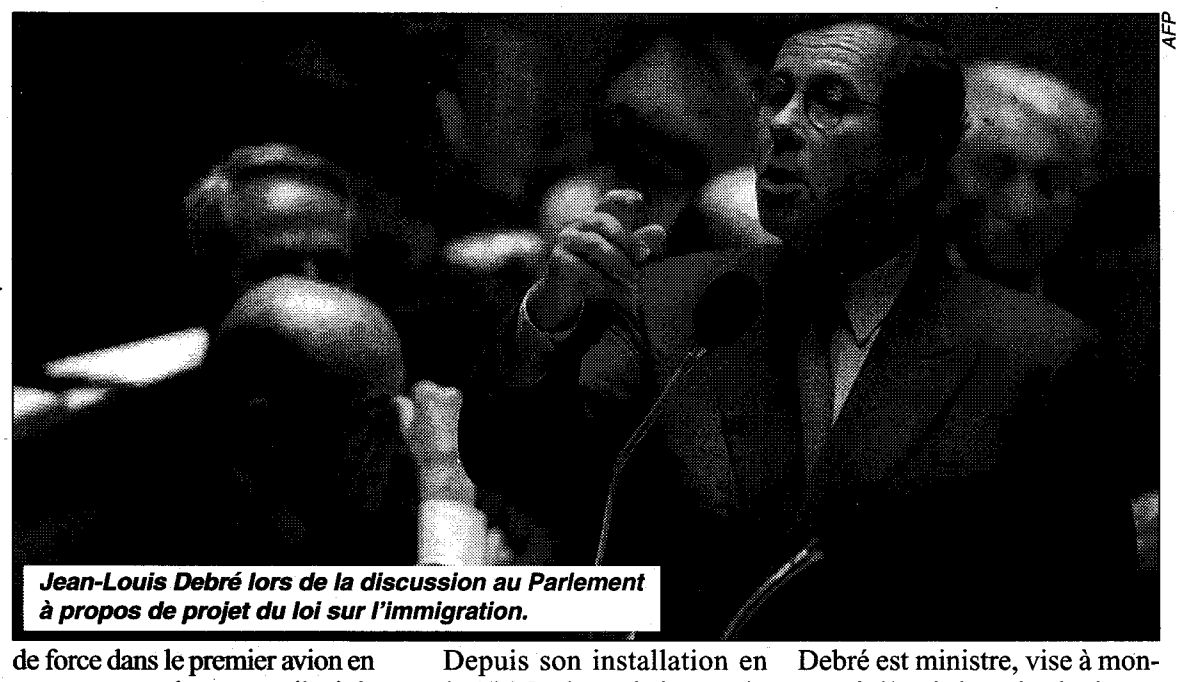
Au moment même où, réunis à l'Assemblée nationale, les députés adoptaient son projet de loi sur l'immigration, Jean-Louis Debré faisait procéder à l'expulsion d'immigrés par charters. Deux avions ont ainsi décollé de Roissy, jeudi 27 février en fin d'après-midi, l'un en direction de Kinshasa, au Zaïre, l'autre de Bamako, au Mali ; à bord de ce dernier, 77 Maliens sans papiers.

Debré n'a pas lésiné sur les moyens : 46 policiers et un médecin encadraient les Maliens, c'est-à-dire plus d'un policier pour deux expulsés. Menottés, les Maliens sans papiers avaient bras et jambes scotchés sur leurs sièges. Une pratique courante, affirme la presse qui rapporte à ce propos que, pour certains voyages, les étrangers seraient chloroformés, voire drogués. Parmi les expulsés de jeudi dernier, il y avait un travailleur qui vivait en France depuis plus de 15 ans.

Malgré les précautions policières, des incidents ont éclaté dans l'avion après l'escale technique de Casablanca, au Maroc. A l'arrivée sur l'aéroport de Bamako, les expulsés se sont révoltés contre les vexations subies. Une violente bagarre a alors éclaté et vingt policiers français ont été blessés, dont deux grièvement. Ils n'ont dû leur salut qu'à l'intervention de la police malienne et l'avion loué à Air France a été sérieusement endommagé.

Ainsi, pour une fois, une expulsion n'est pas passée inaperçue. Les sans-papiers, las d'être humiliés, se sont révoltés.

Mais pour une expulsion qui fait du bruit et dont on parle dans la presse, combien s'effectuent sans qu'on n'en sache jamais rien ? Arrachés à leur domicile, à leur famille et à leur travail, sans avoir la possibilité de prévenir quiconque, des immigrés en situation irrégulière (dont certains le sont à cause des lois Pasqua) se retrouvent embarqués de force dans le premier avion en partance vers leur pays d'origine.



AFP

Jean-Louis Debré lors de la discussion au Parlement à propos de projet du loi sur l'immigration.

A plusieurs reprises, des organisations syndicales d'Air France, parfois même des syndicats policiers, ont protesté contre les méthodes employées. Récemment, des pilotes de ligne refusaient de décoller avec des travailleurs immigrés expulsés, de jouer les auxiliaires de police.

Depuis son installation en mai 1995, le ministre de l'Intérieur n'a fait que continuer une politique révoltante, inaugurée en 1986 par Charles Pasqua avec un charter de 101 Maliens, une politique dont la gauche avait pris le relais avec le gouvernement d'Edith Cresson, cinq ans plus tard.

Cette dernière opération d'expulsion, la 36e depuis que Debré est ministre, vise à montrer à l'opinion de droite et d'extrême-droite que le gouvernement agit violemment à l'égard des clandestins. Il s'agit d'un geste destiné à flatter les préjugés de la partie la plus réactionnaire de l'électorat, un geste bien digne de gens qui méprisent tous les travailleurs.

René CYRILLE

LES MALODORANTS CALCULS ANTISÉMITES DE LE PEN

Le Pen est prudent. S'il distille le poison antisémite, c'est à petites doses et prudemment, pour ne pas tomber sous le coup de la loi, mais s'adresser quand même au public qui aime cela.

Un ouvrage à paraître sur Chirac, *Roman d'un président*, rapporte les interrogations de Le Pen sur le refus de Chirac de s'allier avec lui au second tour des Présidentielles de 1988. Le Pen retient une certitude : « *Chirac est « tenu » ! Par qui ? Par des organisations juives, notamment le fameux Bnai Brith.* (...) *En accord avec elles, en échange d'énormes sommes d'argent, d'appuis internationaux exceptionnels, il a accepté de perdre l'élection présidentielle de 1988 plutôt que de s'entendre avec moi.* ».

En l'occurrence, il voudrait faire croire que les lobbies juifs ont acheté Chirac pour empêcher tout rapprochement avec le FN. Autrement dit, les Juifs, avec leur puissance financière, contrôleraient toute la classe politique et Chirac en particulier.

Au passage, Le Pen s'interroge sur l'influence des proches de Chirac : Jacques Friedmann « *son ami d'enfance, un Juif très juif* », ou encore Michèle Barzach, « *son amie juive* ».

Il ne s'arrête pas là, il veut prouver qu'il y a connivence. Il y aurait même « un pacte » conclu entre Chirac et les organisations juives pour le freiner, pour empêcher toute alliance du RPR avec le FN. « *Le pacte avec les organisations juives, in fine, lui a réussi : le voilà président !* », aurait-il déclaré aux auteurs du livre.

Ces déclarations ont pour fonction de provoquer un nouveau scandale, tout en flattant les sentiments antisémites d'une fraction de l'opinion du pays. De ce point de vue, la droite classique se trouve dans une situation particulière.

Ce n'est pas que dans certains cas, à cause du scrutin majoritaire, elle tournerait le dos si facilement à des alliances électorales avec le FN. D'ailleurs la démagogie antiarabe, la xénophobie antimaghrébine, bien des dirigeants de droite savent la répandre d'eux-mêmes, à commencer par Chirac qui ironisait sur les « mauvaises odeurs » il n'y a encore pas si longtemps que cela. Ce fonds de commerce, la droite classique est prête à le reprendre à son compte, ce qu'elle ne se prive pas de faire.

Par contre, il y a un domaine où elle ne s'aventure pas, c'est celui de l'antisémitisme. Il y a là comme une ligne rouge qu'elle s'interdit de franchir. C'est là d'ailleurs la principale différence entre le FN et les partis traditionnels de droite. Ces partis n'oseraient pas s'aventurer sur ce terrain.

Alors Le Pen reporte sur Chirac la responsabilité d'une défaite passée. La teneur de ses propos révèle plutôt l'inverse. Mais aujourd'hui, il compte un peu les points car c'est faire cavalier seul qui le tente. Il parie sur ses succès plutôt que sur une alliance avec la droite classique. Il fait le pari que sa progression lui permettra peut-être de retourner le scrutin majoritaire en sa faveur et de gagner ainsi quelques dizaines de sièges à l'Assemblée. Ce qui serait un bon point de départ.

Alors, labourer un peu dans le fumier antisémite qui existe encore dans l'extrême-droite, royalistes, catholiques intégristes, voire autres, ne peut que prendre des voix à de Villiers sans en perdre de trop dans la droite classique.

Stéphane HENIN

Le FN à Clichy (Haut-de-Seine)

UN PROGRAMME ANTIOUVRIER

A Clichy-sur-Seine, le conseiller municipal du Front National a formé un recours contre la municipalité, auprès du Tribunal administratif, pour interdire le versement d'une subvention aux Unions locales des syndicats CGT et CFDT. Depuis de nombreuses années, de nombreuses communes versent une telle subvention aux Unions locales des syndicats. La ville de Clichy a toujours suivi cet exemple. Cette subvention contribuait à assurer le fonctionnement de ces Unions locales.

Ce geste de ce conseiller municipal illustre la politique que le Front National entend mener au sein des municipalités : tenter de toutes les façons d'interdire aux plus pauvres, aux plus démunis, de défendre leurs conditions de vie, de lutter pour en gagner de meilleures.

S'attaquer aux immigrés bien sûr, en supprimant les subventions que leurs associations pouvaient recevoir de certaines municipalités, mais s'attaquer aussi à tout ce qui pourrait permettre aux travailleurs soumis à l'arbitraire de petits patrons s'asseyant sur la législation du travail de se défendre. Car c'est aux Unions locales que s'adressent le plus souvent les travailleurs dans l'entreprise desquels il n'y a pas de syndicats.

Et ceci est parfaitement illustré par les propos tenus par Catherine Megret à un journaliste allemand : « *On ne peut pas donner à tout le monde, on va couper les subventions aux associations d'origine maghrébine qui vivent aux crochets et on ne financera plus les associations de gauche* ».

Il ne s'agit pas d'un dérapage, ni d'une maladresse de langage de la part d'une nouvelle venue à la politique qui n'aurait pas la rouerie de son mari. C'est l'expression brutale et crue de la politique du Front National, réunissant dans une même haine tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés.

Il est vrai que l'on ne sait pas tout ce qui se passe dans toutes les municipalités et qu'il y en a peut-être bien d'autres, de droite évidemment ou peut-être même de gauche, qui ont sous un prétexte ou sous un autre supprimé ou refusé de telles subventions ou des locaux.

Sylvie FREJUS

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

NON À CETTE SOCIÉTÉ QUI CLONE LES CHÔMEURS

L'annonce que l'usine Renault de Vilvorde en Belgique serait rayée de la carte dans quatre mois fait découvrir ce Schweitzer, PDG de Renault. Grâce à lui, 3100 salariés de l'entreprise auxquels il faut ajouter 4000 à 6000 d'autres dont l'activité dépend de Renault devraient être privés de moyens de vivre. Eux et leurs familles. Après une telle destruction, il ne resterait pas grand-chose de cette commune ouvrière de la banlieue de Bruxelles. En même temps, comme pour montrer qu'il n'a rien spécialement contre les travailleurs de Belgique, Schweitzer annonce la suppression de 2764 emplois dans les usines Renault de France.

Le gouvernement français était probablement dans la confidence de ce sale coup car l'État français continue à détenir 48 % du capital de l'entreprise. Le Parti socialiste aussi, au sein duquel Schweitzer garde des relations, pour avoir été Directeur de cabinet de Laurent Fabius. Mais personne n'a tiqué. Et pour cause ! Les licenciements en rafale ont été jusque-là le fruit d'une collaboration parfaite entre patronat et gouvernements, de gauche comme de droite, qui ont réquisitionné pour cela le fric et les institutions de l'État.

C'est que le licenciement en masse est devenu un moyen d'assainir les finances des entreprises, de maintenir ou augmenter le profit. Voilà des années que les grandes entreprises procèdent chaque année à des réductions de 5 % à 15 % des effectifs pour sortir la même production ou davantage. Soit un gain net sur la masse salariale. Une augmentation de la plus-value absolue, comme dirait le vieux Marx. Et une surexploitation de ceux qui restent, que les patrons appellent l'«*optimisation des taux d'utilisation des capacités disponibles*». Cela entraîne la généralisation du travail en 3×8, 4×9, 5×8, pour les hommes et pour les femmes, la suppression des pauses-repas, des heures supplémentaires imposées mais de moins en moins rémunérées, en vertu de l'«annualisation» instaurée par Mauroy et perfectionnée par Balladur, le remplacement des « embauchés » par des intérimaires, CDD, temps partiels, stagiaires du énième type. Et des travailleurs d'une moyenne d'âge de 47 ans s'esquintent au travail dans des entreprises comme Renault tandis que les jeunes de moins de 25 ans se pressent dans les ANPE. Et pour nourrir les appétits patronaux, insatiables, l'État taxe toujours davantage les couches populaires, ampute les budgets des services publics et les protections sociales.

Aujourd'hui, les PDG des trusts de l'automobile justifient leurs sales coups par les aléas du marché. On ne les a pourtant pas vus embaucher quand il est arrivé récemment audit marché de grossir. Ou alors, des intérimaires, des CDD. Mais les PDG ne s'intéressent pas tant aux parts de marché qu'à leur part de profit. Ceux de Renault aussi fabriquent surtout du « produit financier ». Même en produisant moins de bagnoles.

Dans tous les grands États industriels, l'hémorragie d'emplois n'a pas cessé depuis près de 20 ans. Les grandes entreprises emportées dans une valse à mille temps de fusions et acquisitions, ont vu leurs effectifs divisés par 2, 3 ou plus. Quand elles n'ont pas fermé. Les petites ont connu les mêmes bouleversements. Le solde, c'est des dizaines de millions de chômeurs recensés officiellement d'une part, des taux de profits qui ont retrouvé leurs niveaux des fastes années 1960. Renault est l'une de ces grandes entreprises dont les effectifs ont fondu, dont des centres ont été fermés, en France ou à l'étranger, mais où la productivité a été multipliée par 12 et les profits à l'avenant. Avec un PDG qui ose parler des travailleurs de Vilvorde comme d'ouvriers qui seraient « trop chers ». Parce qu'ils gagnent 8000 F par mois ? Mais le collègue de Schweitzer, Suard, ex-PDG d'Alcatel actuellement en procès, en gagnait 1 000 000 F par mois, sans compter les revenus de ses actions ! Et Schweitzer lui-même, n'est-il pas trop cher ? Ne sont-ils pas excessivement coûteux pour la société, ces décideurs qui rayent des millions de vies par un claquement de doigt ?

Si l'indignation à propos de Vilvorde a été forte partout ; si ici, en France, les travailleurs ne se sentent pas étrangers au problème sous prétexte que l'événement arriverait de l'autre côté d'une frontière, c'est que la colère monte contre un système qui piétine les hommes. Qui les exclut.

Il faut pourtant en finir avec la gangrène du chômage. La productivité du travail, qui a fait des bonds spectaculaires, devrait permettre d'alléger le travail pour tous, de ramener au bas mot la semaine de travail à 30 heures maximum, d'en réduire l'intensité. Contre la dégradation de ses conditions de travail et de vie, la classe ouvrière doit imposer l'interdiction de tous les licenciements et la réquisition des entreprises qui licencient pour faire du profit, l'embauche de tous les contrats précaires, l'embauche massive dans les services utiles au public, comme le demandent les traminots, les cheminots, les hospitaliers, les enseignants. Bref, le partage du travail entre tous sans diminution de salaire. Les patrons diront qu'ils ne peuvent pas financer ? A voir. Et ils le devront bien si les travailleurs sont assez mobilisés, organisés, décidés à faire rendre gorge aux profiteurs et licencieurs.

Le PDG de Renault n'a pas gagné la partie. Les travailleurs de Renault-Belgique sont peut-être accablés mais ont fortement réagi. En France aussi, la colère peut et doit s'exprimer. A ce jour, les directions syndicales appellent à une protestation d'une heure de grève le vendredi 7 mars. C'est peu. C'est symbolique. Mais la presse se fait l'écho de la crainte des milieux patronaux et gouvernementaux qu'un mouvement éclate. Pour nous, c'est un espoir. Dès demain ou plus tard, le faux pas d'un Schweitzer fera se retrouver au coude à coude, pour des combats décisifs, les travailleurs de Renault et d'ailleurs, par-delà les frontières européennes.

Michelle VERDIER

Enseignement

LO

Vigneux (Essonne)

NON AUX FERMETURES DE CLASSES

Depuis le début de février, à Vigneux, commune de l'Essonne, des parents et des enseignants se sont mobilisés pour protester contre les fermetures de cinq classes programmées par l'Inspection académique.

Tout a commencé au groupe scolaire Herriot, où l'inspecteur d'académie avait décidé de fermer une classe pour la rentrée prochaine. Pour les parents et les enseignants, il n'était pas question d'accepter une telle décision.

Après une première réunion de plus de 60 pour organiser la riposte, un collectif parents-enseignants a été mis sur pied. Composé d'une trentaine de personnes (enseignants syndiqués, non-syndiqués, parents), émanant de la totalité des groupes scolaires de la ville, le collectif s'est donné pour tâche d'alerter le plus de monde possible. Une pétition a recueilli environ 1 400 signatures.

Des communiqués ont également été publiés dans la presse locale. Le 21 février, après plusieurs jours de mobilisation, une assemblée a défini les revendications : annulation pure et simple des fermetures de classe ; 25 élèves par classe maximum. Plus de 100 personnes (70 parents et 30 enseignants environ) étaient présentes. Et c'est à une très grande majorité qu'il a été décidé de continuer à faire signer la pétition, d'occuper les écoles et de manifester devant l'Inspection académique d'Évry, le 27 février, jour du Conseil départemental de l'Éducation nationale. Les organisations syndicales ont également appelé à une grève ce jour-là.

Pour organiser l'occupation des écoles, une cinquantaine de parents se sont portés volontaires, en plus du collectif.

Le 27 février, plus de 200 parents et enseignants, en provenance d'une dizaine de communes, dont au moins 80 de la ville de Vigneux, se sont retrouvés à la préfecture pour dire non aux fermetures de classe et demander à être reçus par l'inspecteur d'académie. Celui-ci, méprisant, n'a rien voulu entendre, n'a rien annoncé et n'a reculé sur rien. Le collectif a alors exigé de voir le préfet… qui l'a reçu au bout de 4 h 30 d'attente ! L'inspecteur a finalement dû accepter une délégation de parents et d'enseignants et accorder un rendez-vous pour le lundi 3 mars.

L'initiative d'une telle mobilisation est venue d'une poignée de parents et d'enseignants. Cela ne s'était pas vu depuis longtemps à Vigneux. Et tous sont bien décidés à rester vigilants car l'inspecteur d'académie n'a encore rien cédé.

Correspondant local

Comment l'Éducation nationale décide de fermer des classes dans des écoles de cités populaires

La commune d'Orly figure parmi les villes populaires touchées par des fermetures de classes. 5 écoles primaires situées dans une zone de cités populaires sont concernées. Sous prétexte d'une baisse d'effectifs, l'Inspection académique a en effet décrété la fermeture de 6 classes en maternelle et en primaire sur 5 écoles. En faisant fi d'un besoin bien plus essentiel que si cela concernait un quartier aisé. Dans le groupe scolaire Joliot-Curie, une section de la maternelle doit fermer en septembre prochain. Dans les écoles Paul-Éluard, Jean-Moulin, Romain-Rolland et Marcel-Cachin, toutes classées en ZEP (zone d'éducation prioritaire), une classe du primaire ou de la maternelle ferme à la rentrée.

À Joliot-Curie, les parents et les instituteurs occupent durant la journée les locaux de l'école depuis la mi-janvier et cette occupation a fait tache d'huile dans les autres écoles de la cité. Ainsi depuis le 24 janvier, à Marcel-Cachin, nous occupons l'école la journée. Parents et instituteurs se réunissent tous les jours. Nous n'acceptons pas que la classe d'adaptation ferme car cela entraînerait l'année prochaine des effectifs supérieurs à 26 élèves, ce qui est contraire actuellement aux effectifs prévus en ZEP. De plus cela créerait des classes à double niveau. Ainsi donc c'est là où les enfants ont le plus besoin d'aide dans leur scolarité que les moyens diminuent. Nous avons organisé une manifestation samedi 1er mars, où nous nous sommes retrouvés à 500 environ dans les rues et les cités d'Orly. Nous demandons un rendez-vous à l'Inspection académique, pour faire entendre notre refus de voir des classes supprimées.

Et, convaincus de l'aberration de ces fermetures de classes, nous sommes décidés à les empêcher.

GAN : UNE PARTIE DE MONOPOLY QUI NOUS COÛTE CHER

Vingt milliards de francs (dix fois plus que pour «lutter contre l'exclusion»), c'est ce que l'État va débourser, pour renflouer le GAN, une compagnie d'assurance nationalisée qui doit être privatisée.

Comme le Crédit Lyonnais et le Crédit Foncier, comme toutes les banques et sociétés d'assurances ou presque, le GAN a spéculé sur l'immobilier quand ça marchait et que ça rapportait gros. Il a prêté de l'argent, celui des assurés, à des promoteurs pressés de construire des appartements de «standing» et des bureaux, à des marchands de biens pressés d'acheter des logements anciens pour les retaper et les revendre, à toutes sortes d'affairistes avides de profiter du boom immobilier pour s'enrichir au plus vite.

Jusqu'à ce que, suite au renversement de tendance du marché immobilier des années 1992/1993, les prix de l'immobilier se soient mis à baisser dans des proportions considérables : de l'ordre de 20% et plus. Et, même à ce prix, l'immobilier ne se vend même pas. D'où cette flopée de bureaux vides, de centres commerciaux délaissés, d'appartements de luxe invendus et de dettes énormes qu'ils sont incapables de rembourser d'autant que, dans leurs bilans, la valeur de leurs immobilisations immobilières, justement, a été réduite en proportion des prix du marché.

En 1993, la dette du GAN s'élevait à 19 milliards de francs de «créances douteuses», comme disent les spécialistes, et en cinq ans, ce sont 32 milliards de francs qu'il a perdus…

L'État veut privatiser le GAN avant la fin de l'année, alors, il le débarrasse de sa branche immobilière vermoulue, afin de mettre sur le marché un GAN bien propre et rentable. Et il nous présente la note. Mais n'oublions pas que cet argent, soi-disant perdu, n'a pas été perdu pour tout le mode. Les champions des constructions de bureaux dans la capitale, les Bouygues et autres, ont touché au prix fort. Que cela se dévalue après, ce n'est pas leur affaire.

Une nouvelle fois, l'État veut nous faire payer la facture engendrée par une économie démente qui exploite l'anarchie d'un marché que nul ne contrôle.

Elle coûte très cher à la population, cette société basée sur le profit privé.

Sophie GARGAN

LES VRAIES PRIORITÉS DE CHIRAC

Le gouvernement a annoncé mercredi dernier son «projet de loi sur l'exclusion». 2,5 milliards de francs, c'est tout ce qu'il envisage de consacrer à ce qui était une des principales promesses de Chirac pendant sa campagne électorale.

De quoi créer un nouveau type d'emploi au rabais, le contrat d'initiative locale : 30h par semaine au SMIC, payé moitié par l'État, moitié par l'employeur.

L'employeur – jusqu'ici une collectivité – y gagnera, mais pour le travailleur concerné, c'est une autre histoire car c'est son RMI ou son allocation de parent isolé qui risquent de se voir transformés en salaire… et en travail obligatoire.

Il y aura aussi, en cinq ans, cent mille logements d'insertion où l'on paie un peu moins pendant quelques mois… avant de se retrouver à la rue.

Plus quelques mesures aussi révolutionnaires que la possibilité pour les SDF de s'inscrire sur les listes électorales.

Combien de temps faudra-t-il supporter ces illusionnistes sans talent?

D. M.

Impôts

UNE RÉFORME POUR LES RICHES

C'est bien aux riches que profite la réforme de l'impôt. Le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) vient d'en donner la confirmation. C'est ainsi que bon nombre de gros contribuables deviendront non imposables : 10 qui ont plus d'un million de revenu imposable, 97 entre 400 000 F et un million de revenus, 418 entre 300 000 et 400 000 F, 8 165 entre 200 000 et 300 000 F, etc.

Soit près de 9 000 personnes qui gagnent entre 17 000 F et plus de 83 000 F par mois, qui, grâce aux nouvelles dispositions, cesseront de payer des impôts sur le revenu. Sans compter tous ceux, gagnant autant ou plus, qui n'en payent déjà pas.

En face de cette diminution des impôts directs des plus fortunés, il y a l'augmentation des impôts indirects, en particulier de la TVA, les plus injustes, car non proportionnels à la richesse, et qui sont payés par les plus pauvres des plus pauvres.

Mais un expert, l'ancien Premier ministre Balladur, a exposé à *L'Express* un projet de réforme encore plus radical : deux taux seulement d'impôt sur le revenu, à 20% et à 40%, «*avec un abattement à la base permettant d'exonérer les personnes à bas revenus*». Lui au moins, on sait à quelle catégorie de la population il s'adresse : ceux dont les revenus dépassent les tranches actuellement imposés à 41% et 47% et qui avaient déjà été baissés de 9% et 10% pendant que la tranche la plus basse n'avait été baissée que de 5%. C'est cyniquement expliqué sur toutes les notices qui accompagnent les feuilles d'impôts. Ben voyons. Dans cette société, on ne prête qu'aux riches, et on ne prend qu'aux pauvres.

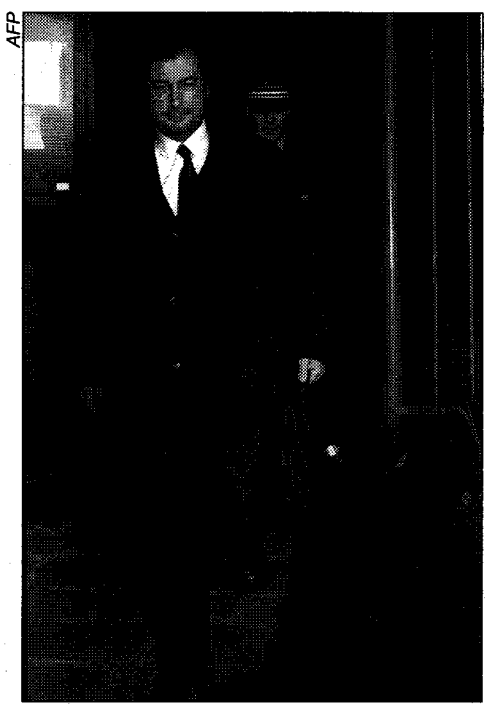
Et on s'étonne que ces derniers finissent par mordre!

Vincent GELAS

Bouygues mis en examen

UNE AFFAIRE BANALE

Plusieurs dirigeants de chez Bouygues ainsi que le président de TF1, Patrick Le Lay, ont été mis en examen. Le PDG, Martin Bouygues, a même passé une nuit en garde à vue (dans des locaux construits par lui?). Il s'agit là de la deuxième mise en examen de Bouygues, déjà impliqué dans l'affaire Botton. Cette fois-ci, le milliardaire est mis en cause par la justice dans le cadre d'une enquête sur des fausses factures, impliquant différents capitalistes du bâtiment et des travaux publics de la région Ile-de-France. Bouygues en particulier aurait subventionné une société bidon chargée d'obtenir des marchés contre des pots-de-vin.


AFP

Rien que du banal, donc. À tel point d'ailleurs qu'en attendant les suites de la procédure judiciaire, Martin Bouygues, Patrick Le Lay et quelques autres compères mouillés dans l'affaire, dirigeants de sociétés filiales de Bouygues, peuvent continuer leurs activités comme si de rien n'était. Dans le monde des affaires, corruption, dessous-de-table et fausses factures (5 millions dans le cas présent) sont des pratiques répandues, courantes, tout juste bonnes à permettre à la justice de faire une enquête… qui suivra son cours.

À QUI PROFITE L'ENDETTEMENT?

Il y a plus de familles endettées, annonce la Banque de France : 23% de plus entre 1995 et 1996, et 30% rien que dans l'Ile-de-France. Il s'agit surtout d'ouvriers et d'employés, dont le surendettement est déclenché par la perte de leur emploi. Et dans la plupart des cas, ce n'est pas un gros achat qui est à l'origine de la dette. C'est la multiplication des dépenses courantes, auxquelles les cartes de crédit d'achat à débit différé dans les grandes surfaces permettent de faire face… jusqu'au moment où l'on est pris à la gorge.

Mais cela n'empêche pas ces grands magasins de continuer à distribuer allègrement les cartes de crédit, qui leur permettent en fait de faire payer plus cher leur marchandise. Il n'y a pas que le nombre de familles surendettées qui augmente. Les profits des grands groupes de la distribution aussi!

D. M.

PAYER DEUX FOIS SA MAISON CE N'EST PAS ASSEZ POUR LES BANQUES

La famille Culot de Ferrière-la-Petite, un village du Nord, avait acheté une maison à crédit voilà quinze ans. Le 20 décembre dernier, la société Aipal Crédit avait obtenu du tribunal que la famille soit expulsée pour un retard de remboursement d'échéances de 13 000 F.

Cette maison était estimée au moment de l'achat à 380 000 F. La famille qui, depuis quinze ans, remboursait son crédit avait déjà versé 700 000 F!

Des pétitions ont circulé, des assemblées ont eu lieu pour venir en aide à cette famille, bref, ce fut la mobilisation de tout le village de la famille Culot, pour qu'Aipal Crédit ne l'expulse pas alors qu'elle avait déjà payé presque deux fois sa maison.

Ce n'est pas fini; la famille Culot devra encore continuer à payer 80 mensualités de 3 427 F, soit 274 160 F.

Mais, disent les banquiers, qu'elle ne se plaigne pas : c'est moins que ce qui était prévu, le taux de crédit étant passé de 15% à 8,66%!

Que les banquiers sont donc de braves gens! Ils ne méritent évidemment pas la prison. Mais on pourrait bien les enfermer dans leurs coffres, avec leur argent!

M. L.

Renault supprime 6 000 emplois

LES TRAVAILLEURS E

Renault a rendu publics ses projets concernant les usines françaises : 2 764 suppressions de postes en 1997 (plus 1 032 salariés qui devront être « reclassés » dans d'autres postes et d'autres usines).

Sur ces 2 764 suppressions de postes la direction prévoit au moins 623 licenciements. L'usine de Flins va perdre un emploi sur six.

C'est avec l'air d'un petit garçon que Borotra, le ministre de l'Industrie, a déclaré à l'Assemblée nationale, mardi 4 mars, qu'au nom du gouvernement – qui détient pourtant 46 % des actions de l'entreprise – il allait demander à Schweitzer s'il voulait bien rediscuter avec les pouvoirs publics. Hypocrisie d'autant plus grande que, d'après la presse, c'est depuis la mi-janvier que Juppé était au courant des projets de Renault.

En Belgique, la colère des travailleurs s'est exprimée dans la rue. Un débrayage d'une heure, concernant l'ensemble des usines, décidé par les syndicats, est prévu pour vendredi 7 mars. Mais pourquoi un vendredi ? Pour éviter le risque que la grève continue. Des directions syndicales soucieuses de défendre les travailleurs auraient dû appeler le lundi.

Le PDG de Renault déclare la guerre aux travailleurs. Et puisqu'on en est à l'heure des comptes, faisons-les. C'est 130 000 emplois qui ont été supprimés depuis 1980 en France rien que dans l'automobile. On répète à tort et à travers qu'il faut relever les défis qui se présentent à la société, et bien les travailleurs relèveront le défi posé par l'appétit sans limites du patronat et de ses sbires.

Paul SOREL

Gamma

Fermetures et licenciements

UNE SPÉCIALITÉ RENAULT

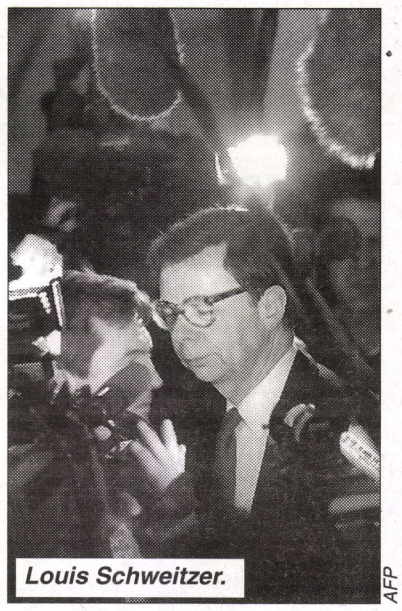
Les fermetures d'usines chez Renault ne sont malheureusement pas une nouveauté. Des centaines et des milliers de licenciements avaient eu lieu sur le site de Billancourt avant qu'il ferme à la fin des années 1980.

Il y a eu aussi la fermeture de Renault Saint-Ouen au début des années 1990, qui se traduisit par des centaines de travailleurs à la rue.

La fermeture de sa filiale, Chausson, à Meudon en 1991, puis en 1996 celle de l'usine Chausson-Creil. Il y a près de deux ans, Renault avait décidé de fermer son usine du Portugal à Setubal, après avoir empoché un milliard de subventions du gouvernement portugais pour le développement de l'usine. A noter qu'à cette occasion l'ensemble des dirigeants syndicaux chez Renault ne se sont pas manifestés.

En plus de ces fermetures totales d'usines, depuis des années, dans tous les secteurs et dans pratiquement tous les centres Renault, des milliers de suppressions d'emplois ont eu lieu, comme au siège social actuellement.

Renault « vitrine sociale » cela consistait surtout au dialogue entre les PDG successifs et les représentants des syndicats. On voit, une fois de plus, ce qu'il y a derrière la vitrine.


Louis Schweitzer.
AFP

La loi, c'est la multinationale qui la fait,

AUX TRAVAILLEURS D'IMPOSER LA LEUR !

Renault, nationalisée ou pas, est évidemment une multinationale, implantée dans quinze pays et quatre continents, avec 135 000 salariés, et un chiffre d'affaires de 184 milliards de francs, soit le dixième du budget global de la France.

Une multinationale qui dicte sa loi aux États. Tout au plus peut-on penser que, mis devant la perspective de 6000 licenciements, le gouvernement français a fait pression pour qu'il y en ait la moitié en Belgique, afin de diminuer ses problèmes sociaux intérieurs, à un an des élections. Il préfère une crise, y compris diplomatique, avec le voisin belge.

L'usine de Vilvorde existait depuis plus de soixante-dix ans, Louis Renault n'avait pas attendu l'Europe, Maastricht ou la monnaie unique – ou la « mondialisation » – pour la créer à l'époque. C'était la politique des entreprises en développement, qui débordait depuis longtemps les frontières. Aujourd'hui, ce n'est pas plus l'Europe, Maastricht ou la monnaie unique qui amènent les actuels dirigeants de Renault à fermer Vilvorde. Mais leurs intérêts.

Mais les intérêts des multinationales ne sont pas ceux des travailleurs et il serait temps de les mettre toutes au service de la classe ouvrière.

P. S.

LES COMPTES TRUQUÉS D'UN PATRON

Pour justifier ses décisions, la direction générale de Renault annonce des pertes de plus de 4 milliards pour 1996. Sauf que sur ces chiffres 2,4 milliards de francs correspondent aux provisions pour la seule fermeture de l'usine de Vilvorde.

Mais elle ne compte pas tout ce qui a été capitalisé dans le passé. Neuf années de profits officiels depuis 1986 ont procuré des dizaines de milliards de francs. A la fin des années 1980 et au début des années 1990, le bénéfice annuel avoué frôlait les 10 milliards de francs. Sans compter que dans ses comptes, Renault, comme toute entreprise, déduit ce qu'il a investi pour augmenter ses terrains, ses usines, ses installations, ce qui à la longue représente un capital énorme. Alors, cette perte-là n'est pas vraiment de la perte.

N LÉGITIME DÉFENSE

Belgique APRÈS L'ANNONCE DE LA FERMETURE DE VILVORDE

L'annonce de la fermeture de l'entreprise est tombée comme un coup de massue. Comme le disent les délégués, c'était une entreprise des plus performantes du groupe Renault ! Les directions syndicales savent de quoi elles parlent, elles qui avaient tout accepté et signé : horaires à rallonges, cadences très rapides, blocage des salaires, contrôles de la qualité, etc.

Mais cela n'a pas suffi ! Et pour bien enfoncer le clou, la direction de Renault a délibérément choisi une méthode provocatrice pour annoncer la fermeture de l'usine pour juillet, sans respecter, du moins c'est ce que disent les autorités, aucune des procédures de « conciliation » qui faisaient partie des traditions en Belgique. Même les dirigeants politiques, et le Premier ministre Dehaene lui-même, déclarent n'avoir été avertis que la veille des plans de Renault. C'est sûrement faux.

Bien sûr les nationalistes flamands protestent et le gouvernement flamand porte plainte contre Renault – mais ils reconnaissent qu'ils n'ont aucun moyen de contrainte vis-à-vis d'une entreprise privée qui décide de fermer… et surtout ils n'en ont pas la volonté.

Lundi, une bonne partie des ouvriers de Renault et des Forges de Clabecq se sont retrouvés pour une manifestation commune à Bruxelles. D'autres manifestations sont prévues dans la semaine. Les délégués ont mis en lieu sûr toute une partie des pièces déjà produites… pour les protéger des déprédations des travailleurs !

Bien sûr, 5 000 manifestants, c'est bien, mais ce ne sera pas suffisant pour faire reculer les actionnaires de Renault, ceux des banques qui ont asphyxié les Forges de Clabecq, ni même les ministres des trois gouvernements belges (flamand, bruxellois et wallon).

Les 1 800 ouvriers des Forges de Clabecq en font la dure expérience en ce moment.

Ils avaient engagé la lutte contre la fermeture de leur entreprise par

Gamma

une manifestation fracassante – au sens propre – en décembre dernier, les dirigeants ont organisé quelques autres manifestations et surtout une « marche pour l'emploi », qui eut un réel succès en rassemblant de 50 à 70 000 personnes, surtout des travailleurs, sans pour autant ébranler les dirigeants des banques.

Les trois équipes et les cadences… ÇA VA PAS LA TÊTE !

Dans sa note interne où elle justifie la fermeture de l'usine de Vilvorde la direction Renault écrit : cette fermeture « *ne compromet en rien la capacité de l'entreprise de faire face à une hausse de la demande de véhicules, celle-ci pouvant être satisfaite par le passage de l'exploitation de certains sites en trois équipes* ».

Travailler jour et nuit voilà la solution… mais c'est bien sûr ! A l'usine de Renault-Douai où devrait être rapatriée une bonne partie des fabrications de l'usine belge après sa fermeture, la direction voudrait en ce moment faire sortir près de 20 % de voitures en plus au personnel, sans embauches, en allongeant les heures d'ouvertures de l'usine et en accroissant les cadences. Certes il reste, comme l'annonce la direction, la nuit de libre pour travailler. Et puis il reste aussi les samedis et les dimanches à remplir. Plus à faire 50, voire 60 heures de travail sur chaîne et en équipes.

Que font les hauts cadres de leurs nuits, et de leurs week-ends ? Ils gambergent, c'est ça le problème !

P.S.

Douai (Nord) LES PLANS DE LA DIRECTION

A Douai, la direction veut augmenter la production des voitures, surtout de la *Scénic* qui marche fort en ce moment, voulant que l'on sorte à l'avenir 1 510 véhicules par jour au lieu des 1 240 actuellement, *Scénic* et *Mégane* confondus. Mais cela sans embaucher, évidemment.

Ce plan se traduira par une modification complète des horaires et des rotations d'équipes et imposera deux samedis par mois payés en heures normales.

Cela mécontente évidemment tout le monde. Des débrayages ont eu lieu, mais le plus souvent secteur par secteur.

Jeudi 27 et vendredi 28 février, avant même que l'on soit au courant de la décision de Renault concernant l'usine belge et ses autres projets de licenciements en France, les débrayages ont touché toute l'usine. Les chaînes n'ont plus tourné du tout pendant près de deux heures. Nous nous sommes retrouvés nombreux venant d'ateliers différents, et cela réconfortait.

L'annonce de la fermeture de l'usine belge de Vilvorde en avait révolté plus d'un : comment accepter que 3 100 travailleurs soient licenciés et que Renault demande à ceux qui restent d'en faire toujours plus ? Pendant que les uns se désespèrent au chômage, les autres devraient se crever au travail.

Pour la plupart des ouvriers qui débrayaient, c'était une chose qui méritait une riposte. Et quand on apprit que l'annonce de ces licenciements avait provoqué la hausse de l'action Renault à la Bourse, cela accentua l'indignation.

Mardi, les syndicats appelaient à une nouvelle heure de débrayage pour vendredi en solidarité avec Vilvorde.

Les chefs sont mobilisés, pour expliquer que la *Scénic* est une chance pour l'usine, qu'il faut accepter des sacrifices pour sauver nos emplois.

Pour tenter de faire passer la pilule, le directeur répète que cela ne durera que 4 mois, en attendant les investissements des congés qui devraient équiper une deuxième chaîne pour produire des *Scénic*.

La direction cherche à nous faire céder sur les samedis et sur l'allongement du temps de travail en nous promettant une prime. Pour l'instant, elle propose 450 francs par mois pendant 5 mois.

C'est évidemment un piège, dans lequel les travailleurs ne veulent pas tomber.

Le chantage aux licenciements joue à plein : « *Regardez tous les autres sites qui n'ont pas un modèle qui marche et qui risquent la fermeture. Voulez-vous que Renault nous enlève la Scénic et aille la faire ailleurs ?* » répètent les chefs.

Mais la flexibilité qui existait à Vilvorde n'a rien sauvé du tout !

Correspondant LO

Cléon (Seine-Maritine) DÉBRAYAGE RÉUSSI CONTRE LES NOUVEAUX HORAIRES

A Renault-Cléon, près de Rouen, la direction fait comme dans toutes les autres usines du groupe : elle cherche à développer la productivité par tous les moyens et au détriment des ouvriers, de leurs conditions de vie et de travail, dans le même esprit qu'à Douai, dont nous parlons dans cette page.

Le 12 février, et alors que se rapprochait la date fixée par la direction pour ses nouveaux horaires, 80 % du personnel de Fonderie ont débrayé. Lors de ce débrayage, les ouvriers de ce secteur réclamaient le maintien du repas sur le temps de travail et voulaient montrer leur refus de finir tous les vendredis de l'équipe d'après-midi à 22 h 08 alors que le reste de l'usine quittait à 20 h 30, le tout sans manger et en embauchant à 13 h.

Le 26 février, à l'appel de la CGT et de la CFDT, près de 1 400 travailleurs ont débrayé pendant 1 h 30 contre le projet de la direction, soit 50 % des travailleurs concernés par les nouveaux horaires.

Les plus anciens étaient contents de voir des jeunes embauchés de ces dernières années débrayer avec eux pour dénoncer ce projet néfaste à l'ensemble des ouvriers de Cléon. Une partie importante de la petite maîtrise reste réservée sur ces horaires, même si elle n'a pas participé au débrayage, car elle ne peut pas ignorer les problèmes que cela suscitera dans l'avenir, y compris pour elle.

Mais il ne faut pas en rester là, car nous sommes tous visés, et pas seulement par ces nouveaux horaires. Compte tenu des événements récents, que ce soit en Belgique ou à Douai où les travailleurs refusent les nouveaux horaires (47 minutes de travail en plus par jour, plus travail des samedis), les travailleurs de Cléon ont encore plus de raisons de s'indigner des méthodes de Renault et de ne pas laisser le champ libre à de nouvelles attaques.

Correspondant LO

AVERTISSEMENT

Nos lecteurs pourront lire, ci-dessous, l'article de la fraction minoritaire qui n'est pas paru dans notre précédent numéro. Nous ne l'avons pas publié car il mettait en cause* Lutte Ouvrière *et, vu son heure de remise, nous n'avions ni le moyen de faire une réponse, ni même un commentaire. De plus, il débordait largement la longueur normale.

De plus, cette possibilité d'expression que nous laissons à notre minorité est destinée à lui permettre d'exprimer ses idées vis-à-vis de nos lecteurs et de notre public et non à transformer notre hebdomadaire en lieu de polémique car chacun doit exprimer ses idées telles qu'il les exprimerait dans un organe indépendant.

Précisons que nous avons aussi accordé le droit et la possibilité à ces camarades, représentant 3 % de l'organisation, de s'exprimer librement et publiquement par une publication indépendante, s'ils le souhaitaient, publication où ils pourraient faire toutes les critiques qu'ils voudraient de notre politique. Par contre, dans notre hebdomadaire, cela ne peut qu'entraîner des polémiques et* Lutte Ouvrière *est un organe d'expression et non le journal des débats.

Cela peut déplaire à certains, mais c'est notre choix et nous sommes d'ailleurs la seule organisation de gauche et d'extrême-gauche à donner une telle possibilité à une minorité.

Comme, en plus, le sujet de cette critique était une manifestation qui avait eu lieu cinq jours avant la parution de notre hebdomadaire, c'est-à-dire un sujet dépassé, le fait de retarder la parution de cet article ne posait donc pas problème.

Notre minorité nous a accusés, évidemment, d'avoir peur des idées qu'elle exprime et a affirmé que c'est pour cette raison que nous n'avons pas publié cet article.

Il est bien plus facile de dire cela que d'avoir des idées qui fassent peur. Nous ne craignons pas les idées de notre minorité. Cela fait quarante-sept numéros qu'elle s'exprime librement. Elle n'a pas, en six ans, gagné une voix à l'intérieur de notre organisation où elle peut, à tout moment, intervenir par la parole ou par l'écrit. Elle a toute possibilité de s'exprimer publiquement par ailleurs, y compris par un organe propre. Si ses idées sont si puissantes, pourquoi ne le fait-elle pas ?

L. O.

Tribune du 25 février 1997

UNE PIERRE DANS LE JARDIN DE LE PEN... ET CEUX DE JUPPÉ ET DE JOSPIN

80 000 à 100 000 manifestants entre la Gare de l'Est et la Place du Châtelet, samedi dernier à Paris. Et *Le Figaro* du surlendemain de s'interroger. Est-ce l'amorce d'un mouvement qui pourrait se développer ? D'autant que l'allure même de la manifestation et l'existence de tous ces collectifs aux contours vagues inspirent à la rédaction du quotidien de droite des sentiments contradictoires. La gauche, voyez-vous, celle des Jospin et des Hue, ne semble pas totalement contrôler la situation. C'est finalement pour *Le Figaro* autant une raison de s'inquiéter que de se réjouir.

Ceux qui ont battu le pavé parisien samedi étaient là sans doute d'abord pour soutenir l'initiative des artistes et intellectuels qui ont appelé à la désobéissance civile, même si le gouvernement avait pris depuis deux jours déjà l'engagement d'imposer à ses députés-godillots de changer l'article incriminé. Mais ils étaient là tout autant pour affirmer leur opposition à la loi Debré tout entière et à la nouvelle offensive anti-immigrés, comme le leur demandaient les organisateurs eux-mêmes, que pour soutenir la lutte des sans-papiers. Ils étaient là enfin pour témoigner de leur inquiétude devant la montée du lepénisme et affirmer la nécessité de s'y opposer, même s'ils ne savent pas forcément comment.

Une chose en tout cas que beaucoup savent, et disaient bien clairement, c'est que pour s'opposer au Front National, on ne peut pas s'en remettre à la droite, bien sûr, mais pas davantage à la gauche.

L'embarras des partis de gauche, d'abord du Parti Socialiste, mais aussi du Parti Communiste, du Mouvement des Citoyens ou des Verts, n'a-t-il pas été patent depuis l'appel des cinéastes à la désobéissance civile ? Patent encore devant la manifestation de samedi elle-même ?

Les hésitations, les silences, les ambiguïtés d'un Jospin sont bien révélateurs de cette gauche qui l'a choisi pour chef. Révélateurs du fait que, dans le fond sinon même dans la forme, elle n'est pas opposée à la loi Debré. Comment le serait-elle ? L'ignoble propagande du FN fait de l'immigration le problème de la société française. Et au lieu de répondre que le seul problème c'est le capitalisme et l'exploitation, la gauche ne sait que répéter, comme la droite, qu'en effet l'immigration est un problème. Et comme la droite qu'elle entend le résoudre en fermant un peu plus les frontières, pourchassant les prétendus clandestins, multipliant les tracasseries pour tous. Comme la droite, donc sur le terrain même de Le Pen, rigolard et triomphant. En fait c'est la gauche qui s'est avancée la première sur ce terrain quand elle était au gouvernement : l'établissement des certificats d'hébergement date de 1982, sous l'égide des Mitterand-Mauroy-Defferre.

Alors comment ne marquerait-elle pas encore plus de réticence devant l'orientation prônée pas ces intellectuels et artistes en désobéissance civile ? Quoi, proclamer qu'à une loi injuste il n'y a pas à obéir ? Mais n'est-ce pas laisser entendre qu'il n'y a pas à s'incliner devant les majorités électorales (obtenues d'ailleurs de quelle manière ?), ou pire devant les sondages d'opinions ? N'est-ce pas dire au fond que les opprimés, minoritaires ou pas, n'ont aucune raison d'accepter l'oppression, pas plus quand on voudrait la leur imposer au nom d'une soi-disant démocratie ? Mais ne serait-ce pas la révolution qui poindrait à l'horizon !

Il n'y a pas à s'étonner des contorsions de Jospin et d'autres, même si les intellectuels et artistes qui ont pris l'initiative de la protestation sont pour la plupart des sympathisant de cette gauche, et ont peut-être eux-mêmes été abasourdis par ses réticences à les soutenir.

Il y a plus à s'étonner par contre que notre organisation, Lutte Ouvrière, ait délibérément refusé d'être présente à la manifestation de samedi.

Certes le combat contre le Front National ne peut se réduire à une manifestation, même réussie, menée par des milieux d'artistes ou d'intellectuels, auxquels on peut reprocher de n'avoir pas réagi contre les attaques précédentes contre les immigrés, en particulier quand elles ont été menées par la gauche. Mais des communistes révolutionnaires peuvent-ils estimer qu'il vaut mieux jamais que tard ?

Le combat contre le FN consiste d'abord aujourd'hui à ouvrir les yeux de la fraction des électeurs populaires et des travailleurs qui regardent vers Le Pen faute de voir quelqu'un d'autre. Et pour cela leur redonner espoir dans les possibilités du mouvement ouvrier de changer par ses luttes la situation des couches populaires et d'abattre les maux et les injustices de la société.

Mais cette politique il faut la défendre auprès de tous ceux, travailleurs, petits-bourgeois intellectuels, jeunes ou moins jeunes, qui se posent sérieusement la question de comment faire échec à la progression du Front National. Pas seulement, bien sûr, quand ils sont dans la rue pour exprimer leurs inquiétudes et leur refus, mais aussi et d'abord quand ils y sont. Notre organisation le sait bien d'ailleurs puisqu'elle s'associe à juste titre aux manifestations de ce mardi, qui sont appelées exactement par les mêmes, et qui rassembleront les mêmes que celle qui a eu lieu trois jours plus tôt. Une incohérence qui ne fait que mettre en lumière l'erreur de n'avoir pas été présent à la première.

Jospin a été prompt à crier « victoire », sous le prétexte que l'article un de la loi Debré allait être remanié, plus prompt évidemment qu'à contribuer à cette victoire. Pour lui il s'agit de mettre un terme à un mouvement que comme *Le Figaro* il n'aimerait guère voir prendre de l'ampleur, si par exemple il débordait sur la classe ouvrière.

Nous ne savons pas si le mouvement va se développer ou s'arrêter là (à l'heure où nous écrivons nous ignorons même l'importance qu'auront les manifestations de ce mardi soir). Mais même si le vote de la loi Debré, remaniée ou pas, stoppait momentanément ou pas la protestation des intellectuels, il ne stoppera pas les attaques contre les immigrés (pas plus qu'il ne stoppera, par exemple, la volonté de sans-papiers d'obtenir justice ; l'occupation d'une nouvelle église parisienne samedi dernier l'a montré), et encore moins le danger grandissant de l'extrême-droite. Il ne stoppera donc pas non plus les interrogations, les inquiétudes et la volonté de riposter de tous ceux, espérons-le de plus en plus nombreux, conscients de ce danger.

À ceux-là les communistes révolutionnaires ont une politique à proposer. En particulier, faut-il le rappeler, quand ils sont dans la rue pour la chercher. À condition d'être avec eux.

Jacques MORAND

COMMENTAIRES

LO a « délibérément » décidé de ne pas être présente à la manifestation du samedi 22 février. En général, lorsque nous prenons une décision, elle est évidemment délibérée. Nous avons décidé aussi de ne pas y appeler. Par contre, nous n'avons pas critiqué cette manifestation, ni cherché à convaincre quiconque de ne pas y participer en nous abstenant même de prendre position publiquement.

Vu l'objet de la manifestation et les personnalités qui y avaient appelé, nous ne nous y sentions pas à notre place, un point c'est tout.

Nous avons donné, en contrepoint, en grande partie, nos raisons dans les articles de notre précédent numéro.

Rappelons que les intellectuels, qu'ils soient de gauche ou se prétendent apolitiques, qui ont appelé à protester contre un article de la loi Debré, ou contre la loi Debré, n'ont ni annoncé, ni exprimé qu'ils protestaient aussi contre les lois anti-immigrés prises par les socialistes lorsqu'ils étaient au gouvernement et, en particulier, la création des fameux certificats d'hébergement. Certificats qui sont pour les immigrés qui veulent faire venir leur famille ou leurs amis en France infiniment plus insupportables que d'aller signaler leur départ à la mairie.

Les certificats d'hébergement, inventés par un gouvernement socialiste à participation communiste, datent de 1982. Cela fait donc quinze ans que de nombreux immigrés vivant en France y sont soumis, sans parler de l'assurance qu'ils doivent parfois souscrire pour couvrir d'éventuels frais médicaux de leurs invités venus en France.

Bien sûr, on peut dire que le geste de ces intellectuels partait d'un bon sentiment. Mais nous, nous considérons que leur refus de dénoncer les causes réelles de la montée du FN et des idées de droite est une complicité objective avec le Front National comme avec cette montée.

Oh ! Tout le monde dit bien qu'il faudrait lutter contre le chômage ! Même Jospin le dit, Chirac aussi. Chirac l'avait déjà dit avant et Mitterrand aussi ! Mais ni les uns ni les autres n'avaient rien fait. Car faire quelque chose aurait été s'en prendre, ne serait-ce qu'un peu, aux profits du capital.

Eh bien, ce que nous disons de ces intellectuels de gauche ou, pire, qui font profession d'apolitisme, c'est-à-dire qui renoncent à être des intellectuels, c'est qu'ils sont complices. D'ailleurs ils ont bien précisé qu'ils ne voulaient pas être récupérés. C'est pourquoi nous pensions, et nous pensons toujours, que les travailleurs, aussi bien immigrés que français, n'étaient pas les bienvenus dans leur manifestation, et nous non plus.

Le rôle de ces intellectuels devrait être d'éclairer les classes populaires sur les racines du mal, sur les mécanismes de la société et sur les moyens d'enrayer la machine infernale qui est actuellement en place. Les manifestations, si réussies soient-elles, ne sont souvent que des flonflons qui font plus de bruit qu'ils n'ont d'effets. Elles ne parviennent bien souvent pas à mobiliser pour la suite des événements surtout si l'on se refuse à indiquer ce que pourrait être cette suite. Bien au contraire, elles donnent la fallacieuse satisfaction du devoir accompli tout en laissant les choses évoluer.

Ces intellectuels qui disent vouloir lutter contre le Front National se contentent de faire de la morale aux classes populaires, de discuter des « droits du citoyen », des « traditions françaises », toutes choses qui n'ont pas cours dans les luttes sociales et la guerre de classe. Et en ne faisant pas ce qu'ils devraient faire, ils trompent eux aussi, à leur manière, les travailleurs.

Et, pour finir, plus tard, dans un an, lors des prochaines élections, ils nous diront qu'il faut voter pour la gauche, pour le Parti Socialiste, ou pour le Parti Communiste. Voire certains d'entre eux pour l'UDF ou le RPR afin, prétendront-ils, de « faire barrage au Front National ». Alors que ce qui compte, ce n'est pas les élus qu'il aura mais le poids qu'il gagnera dans l'opinion si la classe ouvrière, avec l'aide des meilleurs intellectuels, c'est-à-dire de ceux qui se rangent aux côtés des travailleurs, ne reprend pas l'offensive pour imposer au capital de résorber le chômage en prenant sur ses profits.

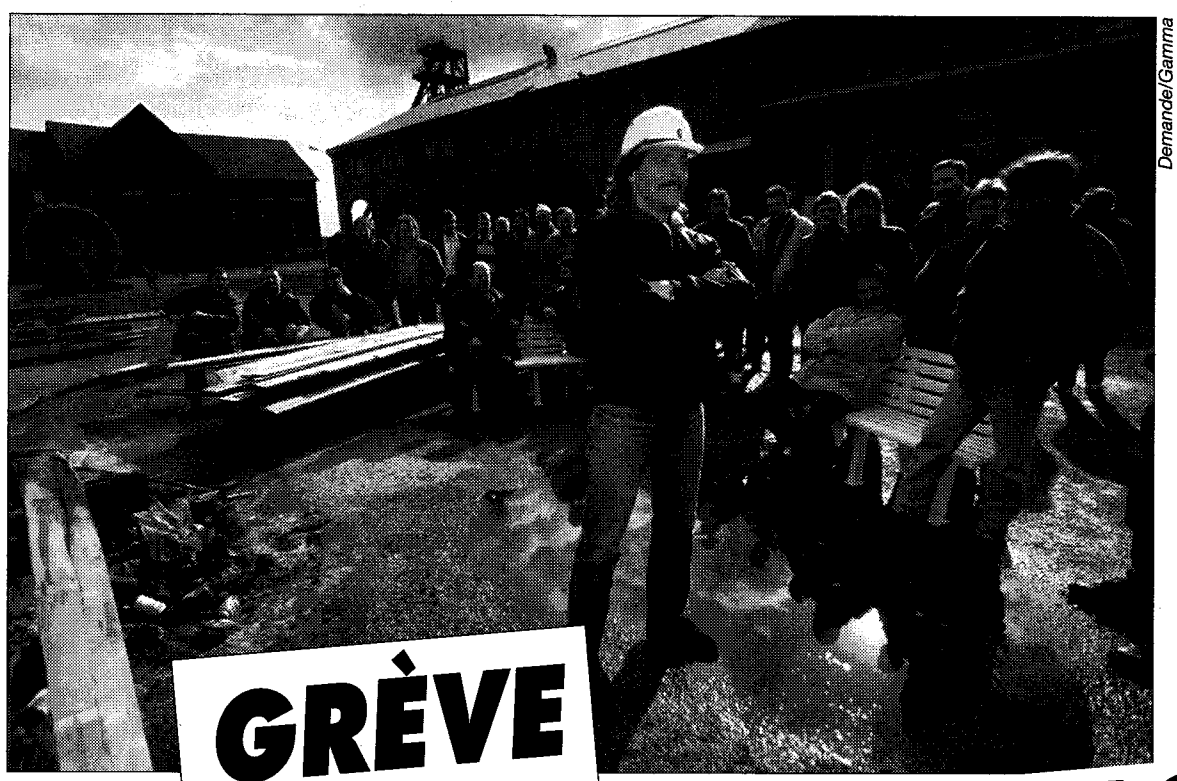
Voilà pourquoi, tout en ne reprochant rien à ceux qui sont allés à cette manifestation, au contraire, nous n'y avons pas appelé.

Cela remue beaucoup les camarades de notre minorité parce qu'ils sont très sensibles à tout ce qui agite la petite-bourgeoisie. S'ils croient ainsi mener une politique révolutionnaire prolétarienne, ils ne font qu'agiter, qu'entrechoquer des mots en souriant au bruit que cela fait.

Lutte Ouvrière

GRÈVE AUX MINES DE POTASSE D'ALSACE

Cela fait des années que la direction des MDPA a annoncé la fermeture des mines en 2001. Et les mineurs ne s'en plaindraient pas, vu la dureté des conditions de travail au fond, s'il n'y avait pas les conséquences de cette fermeture.



Demande/Gamma

Le plan de la direction...

Dès l'automne 1996, la direction avait commencé à égrener, de 15 jours en 15 jours, et catégorie par catégorie, les conditions dans lesquelles elle prévoyait le départ. En janvier 1997, elle proposait de racheter l'équivalent de ce que gagnent les mineurs et de leurs avantages, d'aujourd'hui à 2004, et de les verser comme une prime de départ à tous ceux qui partiraient avant 2004. Ce qui peut représenter dans les 600 à 700 000 F pour un mineur qui partirait maintenant. Cela étant assorti d'une promesse de reclassement, et la possibilité d'un retour aux MDPA dans les deux ans si ça ne marchait pas.

Mais cela signifie surtout qu'à la fermeture de la mine en 2004, les mineurs peuvent se trouver à la rue, sans emploi, sans logement (ils ont pour le moment le logement gratuit) et avec un âge de départ à la retraite repoussé de 50 à 60 ans (50 ans, âge de la retraite actuelle pour un mineur de fond, 55 ans pour un mineur de jour).

Quand la direction a annoncé ses premières mesures, elle a pris soin de bien les ficeler : « *On va vous donner le paquet : 600 000 F plus une garantie d'emploi jusqu'en 2004 si ça tourne mal* » espérant que beaucoup se laisseraient aveugler et tenter par l'apparente importance de la prime de départ. D'autant plus que les syndicats, au départ, réclamaient moins que la direction ne donnait.

... de la poudre aux yeux

Mais peu à peu, une minorité a commencé à constater qu'avec 6 000 emplois en moins dans la région, l'après-2004 était plus qu'hasardeux, et qu'ils perdaient la garantie de l'emploi, d'un salaire plus élevé souvent que ce qui se fait dans la région et surtout la retraite à 50 ans.

Et lorsque le bruit a couru qu'un ou des syndicats allaient signer le plan patronal, 85 mineurs de fond du puits Marie-Louise ont débrayé et envahi le 23 janvier une réunion de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC qu'ils ont sommée de se prononcer sur le fait qu'ils ne signeraient pas un tel plan, qu'ils établiraient sous leur dictée un programme revendicatif et qu'ils mettraient au point un plan de lutte, tous unis, pour l'obtenir. Il a fallu la menace de la séquestration de l'intersyndicale, pour qu'elle passe par-dessus ses réticences et finisse par mettre à son programme ce que voulaient les grévistes : à savoir pour les deux mesures les plus importantes, le « portage », c'est-à-dire la garantie d'un autre emploi avec le maintien du salaire minier, de la retraite à 50 ans, d'un logement gratuit, et des autres avantages miniers, l'ouverture du droit à la retraite à 45 ans avec 80% du salaire. Les grévistes libéraient enfin l'intersyndicale après qu'elle se fut engagée à commencer une grève de 24 h reconductibles, dès le 30 janvier. Mais réunie aussitôt après, clandestinement, l'intersyndicale, tout en maintenant le programme revendicatif, transformait les 24 h reconductibles en 24 h tout court.

Le 30 janvier, tout le bassin était en grève, et 600 mineurs allaient porter leur cahier revendicatif à la direction, qui, sans l'accepter, rallongeait toutefois la prime de départ de 90 000 F. Les syndicats proposaient alors un meeting la semaine d'après où il fut décidé une nouvelle journée d'action proposée pour le 27 février avec l'occupation d'un puits désaffecté qui doit être transformé en poubelle pour déchets industriels.

La grève démarre

La CGT proposa de faire suivre cette journée par une grève tournante par puits et par poste, grève toujours en cours. Quant à la CFDT, le 27 février, elle prit l'initiative d'emmurer l'intersyndicale (avec son accord et elle comprise) avec les directeurs, dans les locaux de la direction. Ainsi d'un côté du mur en parpaings, on trouvait les dirigeants syndicaux et les directeurs, de l'autre les mineurs grévistes et quelques militants. Tout ce cinéma s'est bien sûr conclu par la « libération » des cadres le 2 mars pour recommencer d'autres négociations, au même point, le mardi 4 mars.

Du côté des grévistes, même si la grève est bien suivie, le fait qu'elle soit tournante et par poste ne permet pas de se retrouver nombreux ensemble pour décider. Ainsi ce n'est que sur l'initiative d'un militant que se sont tenues quelques assemblées générales. Par contre elle permet la discussion, ce qui fait que la minorité de ceux qui voient que ce que propose la direction est un marché de dupes grossit peu à peu, même si la grande majorité reste plutôt sur la réserve.

Le conflit aux mines ne fait que commencer et tout reste à faire. La sympathie des ouvriers de la région pour leur grève est acquise, car s'ils n'ont pas le « statut » de mineur, ils ont tous aussi dans la tête le problème de la garantie de leur emploi, de leur salaire ou d'un logement.

Correspondant LO

Caisse d'allocations familiales

NON À LA FERMETURE DU CENTRE D'ARPAJON (ESSONNE)

En juin 1996, un projet de restructuration de l'ensemble de la CAF de l'Essonne était annoncé par la direction : fermer l'un des deux centres du département, celui d'Arpajon, et supprimer les 31 permanences réparties sur tout le département. Le personnel d'Arpajon serait transféré au centre d'Évry et 8 « pôles » d'accueil permanents seraient créés.

Ce projet a été validé par le Conseil d'administration de la CAF. Les arguments de la direction étant « *le rapprochement de la CAF vers les allocataires, une amélioration de l'accueil et évidemment des économies de gestion* » (plan Juppé sur la Sécurité sociale oblige).

Rapprocher la CAF des allocataires en supprimant 25 points d'accueil c'est une drôle de façon de voir les choses ! Les familles devront faire des kilomètres en voiture ou prendre le train, occasionnant des frais supplémentaires, alors que la plupart d'entre elles ont une situation financière difficile. Et l'ouverture 5 jours sur 7 des pôles au lieu d'une journée pour les permanences actuelles ne compensera pas l'éloignement.

Dès l'annonce du projet, le personnel d'Arpajon s'est mobilisé quasi unanimement avec les syndicats FO, CGT et CFDT. Un Comité contre la fermeture s'est constitué. Mais après le vote favorable du Conseil d'administration, la CGT et la CFDT se sont désolidarisées du Comité. La CFDT s'est montrée plutôt favorable au projet. La CGT demande de négocier les conditions de déplacement du personnel. Le 19 décembre dernier une grève avec manifestation au ministère a été très suivie. Le représentant du ministère a promis d'intervenir auprès de la direction de la CAF pour lui demander de surseoir au projet et d'ouvrir la concertation. À ce jour, aucun courrier n'est arrivé à la CAF... Par contre, la direction de la CAF de l'Essonne a essayé de faire des représailles : interdiction aux cadres d'être contre le projet, pressions à l'encontre du personnel.

Le Comité s'est adressé aux élus locaux pour leur demander d'intervenir auprès du ministère. Et puis il s'est adressé aux allocataires aux guichets d'Arpajon. Une pétition a regroupé plus de 3 000 signatures.

La mobilisation reste entière et c'est avec l'appui de la population que les employés pourront faire annuler ce projet de la CAF.

Correspondant LO

Renault Véhicules Industriels
Lyon Feuillat

DÉBRAYAGES SUR LES SALAIRES : LE TON MONTE

A l'usine de pièces de rechange RVI-Feuillat, les débrayages pour une augmentation de salaire durent depuis le 12 février : tous les jours, les travailleurs à la journée débrayent une heure l'après-midi et ceux en « horaires décalés » une heure en fin de journée. L'annonce d'une augmentation de 0,5 % pour l'année a mis le feu aux poudres.

Mais le mercredi 26 février, le ton est monté car les travailleurs n'acceptent plus que la maîtrise reste jusqu'à 23 heures pour faire les expéditions que les débrayages empêchent de faire, annulant les effets de la grève. Aussi ont-ils décidé ce jour-là d'empêcher tout camion d'entrer ou de sortir entre 17 heures et 21 heures. Le blocage est resté effectif depuis : tous les après-midi, l'assemblée générale décide de reconduire les débrayages et la présence devant la porte le soir. Vendredi 28 février, la soirée devant l'usine s'est même prolongée jusqu'à minuit et il y a eu des gestes de solidarité de la part des chauffeurs de camions que RVI avait convoqués et qui n'ont pas insisté pour entrer.

Pour faire cesser le mouvement, la direction a essayé tour à tour la carotte et le bâton. L'huissier est venu régulièrement constater que les camions n'entrent pas et prendre les noms des travailleurs présents.

La direction peut laisser croire qu'elle peut se passer de Feuillat et faire faire le travail par l'usine RVI de Blainville, où y a aussi un secteur « pièces de rechange » : jeudi, les commandes ne sont pas arrivées à Feuillat. Mais vendredi elles étaient de retour car à Blainville, les travailleurs du secteur ne sont pas assez nombreux pour absorber ce surcroît de travail.

Le directeur a aussi essayé de nous rassurer en ce qui concerne le déménagement de Feuillat à Vénissieux car il pense que c'est là la vraie raison de nos craintes ; pour lui, ce n'est pas possible que nous fassions grève uniquement pour les salaires, puisque les autres usines RVI ne débrayent pas.

Pour nous diviser, le directeur a évoqué la possibilité de revoir les « cas particuliers », mais cela n'a fait qu'augmenter la colère. Et malgré les promesses de négociations de vendredi soir, nous n'avons rien vu venir lundi… sinon de nouvelles promesses pour mardi.

La direction est bien embarrassée car cela commence à coincer sérieusement pour les camions tombés en panne. Mais elle dit clairement qu'elle craint que, si elle donne une augmentation à Feuillat, cela fasse tache d'huile, au moins au niveau de RVI. Quant à nous, nous attendons de voir quelles sont les propositions qu'elle doit nous faire, mardi, « *pour augmenter nos revenus* ». Et si ce n'est que du vent, nous sommes bien décidés à continuer.

Correspondant LO

Verreries du groupe Danone Reims

EN GRÈVE

Depuis le 20 février, l'ensemble des verreries du groupe Danone (BSN) sont en grève. Cinq des six unités ont une production complètement bloquée. A l'usine de Reims, l'ensemble des salariés de la production sont en grève pour obtenir la retraite anticipée à 55 ans. Il faut rappeler que l'espérance de vie dans les verreries est de l'ordre de 63 ans.

Sont également réclamées : la réduction du temps de travail sur poste, la hausse générale des salaires et l'embauche des CDD et intérimaires pour qu'un départ soit remplacé par une embauche.

Depuis des années, Danone a supprimé des emplois, l'unité de Reims a ainsi vu ses effectifs diminuer de 50 % depuis dix ans. Ceci a permis à Danone d'accroître ses bénéfices qui se sont élevés à 3,5 milliards en 1996.

Pour l'instant la direction a refusé de négocier sur ces revendications. Danone ne veut rien céder.

Correspondant local

Aérospatiale-Cryospace
Les Mureaux (Yvelines)

UN ACCIDENT RÉVÉLATEUR DE L'INSÉCURITÉ GÉNÉRALE

Mercredi 26 février un accident relativement grave s'est produit dans l'usine Aérospatiale des Mureaux, dans le secteur Cryospace, une société commune à l'Aérospatiale et Air Liquide, qui fabrique les gros réservoirs de la fusée Ariane 5.

Un ouvrier livreur qui transvasait, à partir de plusieurs fûts, des produits chimiques dans diverses cuves s'est trompé de produit. Le réceptionniste était nouveau à ce poste et pas formé. Il remplaçait au pied levé un ouvrier malade…

De l'acide a été versé dans une cuve qui contenait du bisulfite de sodium. La réaction ne s'est pas fait attendre : le liquide dans la cuve a commencé à bouillonner, le couvercle boulonné a sauté et les gaz toxiques à base de soufre ont envahi les ateliers voisins. La sirène devant donner l'alarme générale n'a pas fonctionné. L'ordre d'évacuation a été donné par micro de manière plus ou moins audible : de ce fait deux personnes sont restées quinze minutes après le début des émanations. Par bonheur elles étaient loin de la cuve. Les autres travailleurs s'étaient sauvés et eurent le réflexe de se compter, constatant qu'il manquait du monde…

Huit personnes ont été hospitalisées. Aucune, heureusement, ne devrait avoir de séquelles graves.

Les pompiers des Mureaux se sont rendus rapidement sur les lieux, mais côté direction ce fut la panique, et ensuite le black-out. Le responsable des ressources humaines a voulu écarter un délégué CGT de l'Aérospatiale qui s'informait auprès des ouvriers évacués. La direction a refusé un CHSCT extraordinaire sous prétexte que Cryospace est une société autonome (mais pas au point d'avoir pu éviter que le grand hall d'assemblage de l'Aérospatiale ne soit lui aussi évacué)…

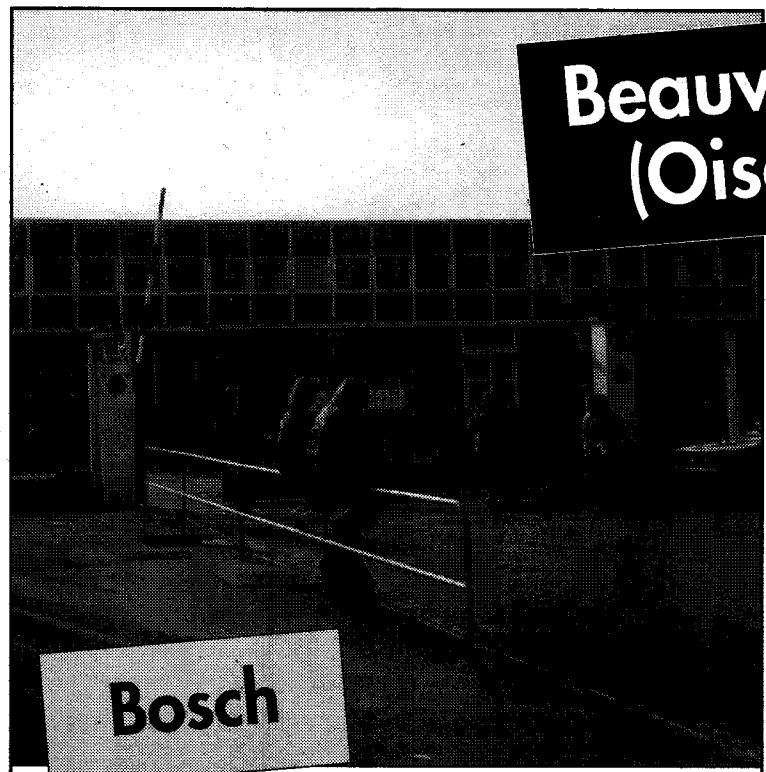
Les travailleurs accidentés, sortis de l'hôpital le soir même, ont été sollicités par le responsable de production leur recommandant de ne rien dire à la presse… et les laissant ensuite se débrouiller pour rentrer chez eux. En train, pour ceux qui n'ont pas de voiture !

Dans l'usine on se demande comment un tel accident a pu arriver, comment il est possible de mélanger des produits dangereux, sans contrôles préalables. D'autant qu'il existe d'autres mélanges détonants ou à émanations toxiques inodores et invisibles…

C'est que les conditions de travail n'arrêtent pas de se dégrader. Sur Ariane 5, depuis le début, c'est l'agitation permanente : heures supplémentaires en permanence, nécessité de faire vite… Le travail repose de plus en plus sur des intérimaires qui, ne restant pas, n'ont pas le temps d'apprendre, et qu'on ne se donne d'ailleurs pas la peine de former. La sécurité, sacrifiée, ne fait plus partie des critères de conception des nouveaux bâtiments, et relève du bricolage.

Dans une entreprise considérée, comme un « *fleuron de la technologie du futur* » on en revient, question sécurité et conditions de travail, à un autre temps.

Correspondant LO



Beauvais (Oise)

Bosch

DÉBRAYER PLUTÔT QUE RONGER SON FREIN

À l'usine Bosch de Beauvais, nous fabriquons des systèmes de freinage : plaquettes de freins, cylindres de roues... Dans un secteur où nous sommes une quinzaine à usiner des pièces, le chef d'atelier est constamment sur notre dos. Et son attitude récente, début février, a fait déborder la coupe. Il est venu en effet harceler l'un des nôtres, l'admonestant et le bousculant, pour qu'il remette en route des robots particulièrement récalcitrants.

Unanimes, nous avons décidé de débrayer et de monter à la direction tous ensemble. Le chef d'atelier était dans ses petits souliers, il en a pris pour son grade. Le directeur de l'usine a dû admettre que c'est sur sa demande que les chefs mettent la pression.

Ce débrayage, le premier de cette importance depuis des années, a surpris et mis mal à l'aise la direction.

Depuis, le chef excité ne sort pratiquement plus de son bureau. Du coup la direction a demandé à une entreprise extérieure de faire un audit sur la communication dans l'usine... Comme s'il y avait besoin de cela. Lorsque nous sommes montés à la direction, la communication s'est faite sans problème et sans délai.

Massey-Ferguson – GIMA

DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, RECOURS À L'INTÉRIM

Depuis 1995, une partie de l'usine Massey-Ferguson de Beauvais est devenue, sous le nom de GIMA, une filiale commune de Massey-Ferguson et de Renault, chargée de fabriquer des systèmes de transmission (boîtes de vitesses, ponts, etc.) des tracteurs.

En 1995, GIMA employait 500 salariés. Nous sommes aujourd'hui 910 dont 220 intérimaires ou CDD.

Le recours massif et permanent à l'intérim depuis deux ans sert à la direction pour renforcer l'exploitation de l'ensemble du personnel de l'usine.

Elle veut «*la qualité totale pour une production maximum*». Ainsi, l'intérimaire qui rate une pièce est écarté, mais aussi celui qui ne réalise pas les temps. Les intérimaires sont utilisés pour assurer systématiquement les heures supplémentaires. En ce moment par exemple, 100 à 150 d'entre eux sont obligés de venir travailler le samedi matin.

Le rythme de travail imposé aux intérimaires, et du coup au reste du personnel, ne va pas sans problème. Il y a de la casse, car personne ne prend le temps de former les jeunes en intérim. Il y a aussi des accidents du travail. Dernièrement, trois personnes ont été renversées par des Fenwick, dont les conducteurs sont sous une pression constante. En nuit, deux caristes ont été embauchés mais jusque-là, c'était le personnel de production qui devait se débrouiller, sans permis, pour conduire ces engins.

Cette équipe de nuit est formée d'anciens, attirés par la prime de 50%. On leur fait bien comprendre que, s'ils n'assurent pas la production, ils risquent de revenir à la journée.

L'intérim permet à la direction de rajeunir les effectifs. À travers ce filtre, 200 jeunes ont été définitivement embauchés. Ils sont formés à être polyvalents, à la fois régleurs et opérateurs, et à assurer les commandes séance tenante. Heureusement, tous ne se laissent pas faire sans réagir.

La direction de GIMA institue petit à petit le travail à la carte. L'équipe de nuit se généralise, ainsi que l'équipe du samedi-dimanche (qui a «le droit» de venir faire une journée de plus en semaine pour compléter son salaire !). C'est l'annualisation du temps de travail, qui doit démarrer dans quelques semaines, mais qui a provoqué un débrayage spontané de 80 personnes dans le secteur Boîtes et Ponts.

Nous allons bientôt mettre en route la production d'une nouvelle boîte de vitesses pour Renault. Mais l'usine est à saturation. La direction voudra sans doute nous faire absorber ce surplus de production sans embaucher.

Massey-Ferguson-GIMA a déclaré 268 millions de francs de bénéfices en 1995, et en escompte 300 pour 1996. C'est à cela qu'aboutit la dégradation de nos conditions de travail.

France Glaces Findus

FLEXIBILITÉ TOUS AZIMUTS

L'usine France Glaces Findus, filiale du groupe Nestlé, produit à Beauvais les surgelés Findus et les crèmes glacées Gervais. Après deux plans de suppression d'emplois en 1992 et 1994, ses effectifs sont passés de 1800 personnes en 1991 à 1300 en 1995. Quant à la productivité, elle a connu une évolution exactement inverse : sur la même période, elle est passée de 38 tonnes à 90 tonnes par personne.

Selon la direction, ce résultat a été obtenu par les «*investissements que nous avons réalisés*». Mensonge : les cadences accrues, la politique de flux tendus et la flexibilité du personnel en sont les véritables ressorts.

Après les plans sociaux, l'entreprise a utilisé pendant deux ans 100 à 200 intérimaires, stagiaires, contrats de qualification, pour boucher les trous. On les faisait travailler de quelques jours à quelques semaines, en fonction des aléas de la demande, très sensible à la météo, surtout pour les crèmes glacées. D'autant qu'il n'est plus question de faire des stocks. Mais ce recours à l'intérim a été progressivement supprimé, et le travail organisé de manière à ce que ce soient les salariés embauchés qui jouent eux-mêmes le rôle dévolu auparavant aux intérimaires.

En journée par exemple, la direction, cherchant à ne pas interrompre la production même aux heures de pause, a inventé les équipes de «relève», au début composées d'intérimaires, et maintenant de salariés de l'entreprise. Cette équipe d'une vingtaine de personnes vient travailler le lundi en équipe d'après-midi et le samedi en équipe du matin. Les autres jours, elle assure les relèves des pauses : 2h30 le matin, 2h30 le soir.

De même, la direction systématise le travail de nuit pour certains produits, comme les cônes aux «Crèmes Glacées» ou les lasagnes aux «Surgelés» : on prend des volontaires, payés 25% de plus. Mais cela fait du personnel en moins en journée, et donc des cadences de plus en plus difficiles à tenir.

C'est devenu une habitude de déplacer les salariés des «Surgelés» aux «Crèmes Glacées», en fonction des fluctuations de la production. Les «volontaires» sont en fait bien souvent désignés par l'encadrement. Les ouvriers, prévenus au dernier moment, ne savent pas en général la durée de leur «mission».

Les horaires sont modulés en fonction de la saison, et souvent même des commandes hebdomadaires. En ce début d'année, par exemple, les «Crèmes Glacées» travaillent le samedi, les heures supplémentaires sont systématiques aux «Surgelés», où la direction parle pourtant de sureffectifs. À l'automne par contre, où il y a moins de travail, la direction a prévu trois semaines de congés de récupération, imposés entre la mi-septembre et la fin novembre. De plus, FGF (Findus Glaces France) a mis en place un système pénalisant ceux qui prendraient leurs congés en juillet-août (période de forte production).

Les quatre saisons

Les Lasagnes tournent désormais la nuit. Le jour, la ligne reste au repos. Et le personnel qui y travaille normalement est réparti sur les autres lignes, ou envoyé aux Crèmes, ou encore occupé au ménage.

Avant, pour justifier les changements d'horaires, on mettait en avant le travail saisonnier. Maintenant, Findus invente les saisons diurne et nocturne.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, *France Glaces Findus, du 18/02/1997*

LES FACTEURS DE MARSEILLE 03 EN GRÈVE

Prés de la moitié des facteurs de Marseille 03 continuent leur grève contre les projets de la direction de La Poste de passer de 34 tournées à 30.

Lundi 3 mars la direction de La Poste a pour la première fois fait une proposition. Le représentant de la direction a insisté sur les conséquences économiques de la grève... pour les grévistes. «*Continuer ainsi était suicidaire. Les ménages ne risquaient-ils pas de se diluer à cause de cette longue grève et des salaires amputés ?*»

Cela pour aboutir à la proposition de la direction de passer à 31 tournées au lieu de 30 afin de faire reprendre le travail et en promettant de revoir le problème à la rentrée.

Les facteurs grévistes sont conscients qu'en cas de nouvelle discussion à la rentrée, ils ne pourront qu'accepter les conditions de la direction qui voudra les faire revenir à 30 tournées ou moins.

Ces diminutions de tournées accentuent encore les mauvaises conditions de travail, et réduisent les services rendus à la population.

Jusqu'alors les titulaires de CCP pouvaient en téléphonant la veille obtenir de l'argent sans avoir à se déplacer au bureau de poste, grâce au facteur. Petit à petit ce service est devenu payant et restreint. Cela concerne les personnes âgées. Mais rentabilité oblige.

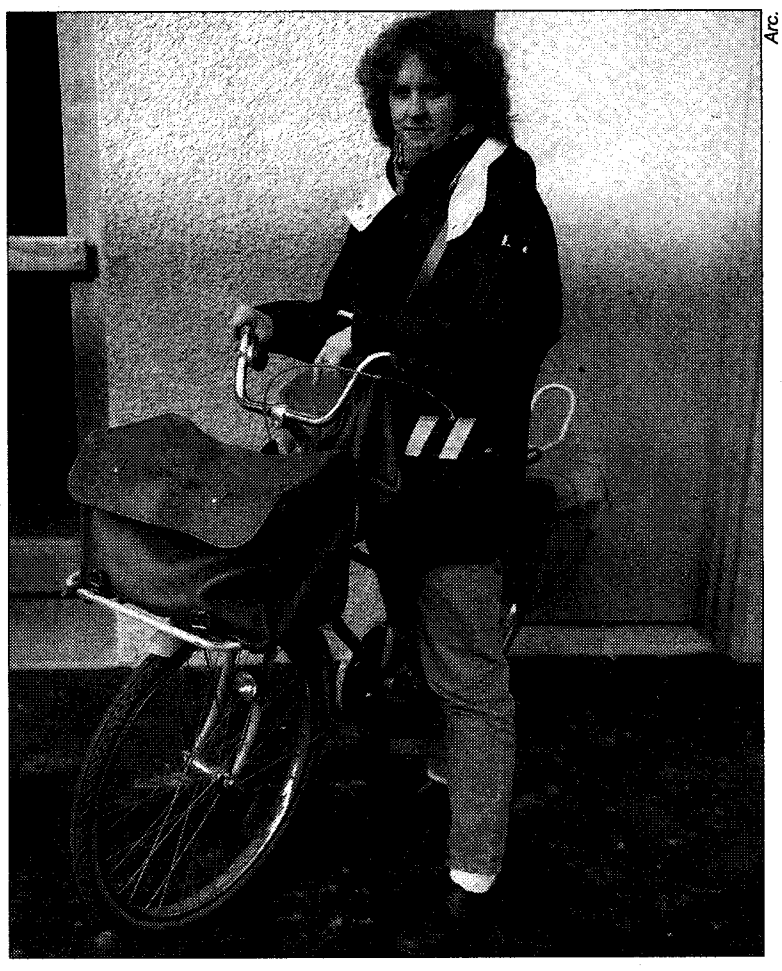
Les remplacements en cas de maladie, s'ils se font, ne se font plus que par des vacataires qui n'ont pas toujours la formation. Auparavant les postiers remplaçants avaient 3 jours de formation en double, ce qui permettait de connaître le travail et la multitude d'astuces qui font que le courrier puisse être acheminé rapidement ou réexpédié.

Une multitude de services seront payants ou disparaîtront.

Les facteurs grévistes ont fait la tournée des autres bureaux de Marseille et de la région afin de rencontrer les facteurs et les postiers pour les informer de leur lutte qui concerne tous les postiers.

Les conditions de travail et de rémunération sont en dégringolade et les facteurs de Marseille 03 ont bien raison de se battre.

Correspondant LO


Arc.

La Poste Boulogne (Hauts-de-Seine)

LES FACTEURS «ANONYMES» S'ASSOCIENT

À Boulogne, la direction vient de proposer aux facteurs une «réorganisation» pendant la période du mois d'août. Il s'agit tout simplement de «doubler» les tournées, pour remplacer les facteurs en vacances, en contrepartie du paiement de 3 heures supplémentaires, soit à peine 100 F net pour une deuxième tournée.

À l'annonce de cette proposition, les discussions ont fusé parmi nous. Malgré une première pétition signée par la grande majorité, la direction a maintenu ses propositions devant une assemblée de 40 facteurs.

La direction argumentait en disant que La Poste ferait appel à des volontaires, «sans contrainte». Mais la première contrainte pour un postier, c'est son faible salaire. «*Et qu'en sera-t-il de ce prétendu volontariat dans les prochaines années ?*» avons-nous répondu dans une lettre ouverte que nous avons tous rédigée et signée avant de la remettre au chef de centre.

Tout l'état-major du centre a débarqué à la distribution une demi-heure après, pour fustiger, au micro, cette «pétition anonyme». C'est vrai que nous n'étions que 93 à avoir signé la lettre ! Le grand chef nous a dit qu'en tant que «responsable de La Poste», il trouvait cette lettre «*irrecevable car elle a un caractère politique*». Mais il a pourtant ajouté qu'il restait cependant «*prêt à discuter de tout*», déclenchant ainsi une rigolade générale, quand l'un de nous a demandé : «*Quand on parle de nos vacances et de nos problèmes, c'est politique ?*».

Depuis, il est parti en congé. Qui a donc accepté de «doubler» pour qu'il puisse partir en vacances ?

Quant à nous, la seule activité que nous soyons prêts à «doubler»... c'est notre vigilance.

Correspondant LO

Heudebert (Toulouse)

LA QUATRIÈME ÉQUIPE N'EST PAS PASSÉE !

Il a fallu deux jours de grève pour faire reculer la direction sur son projet de quatrième équipe. Son but était d'instaurer un roulement permettant le travail le samedi sans avoir à payer d'heures supplémentaires. Le repos de 48 heures consécutives était supprimé au profit du dimanche plus une journée récupérée en semaine (cf. *LO* n°1495).

C'est au moment de l'affichage des horaires de travail que la colère était montée d'un cran chez les travailleurs du Grany. Un appel à 8 heures de grève avait été largement suivi mais la direction avait tenté de manœuvrer en fixant une réunion 2 jours plus tard. Devant la détermination des travailleuses qui lui déclarèrent rester en grève, les choses se précipitèrent.

Le lendemain des pontes arrivaient de la région parisienne et très vite le projet de quatrième équipe fut abandonné. Ils firent cependant la proposition d'instaurer, au volontariat, une équipe de week-end de deux fois douze heures payées 39 (avec prime de panier et heures de nuit), et ce jusqu'au 31 juillet. La direction poursuit donc son objectif : faire travailler le week-end avec en plus des amplitudes horaires scandaleuses.

Cependant, les travailleuses du Grany ont fait reculer la direction. Ce sentiment est général dans cette petite usine de 160 salariés, car c'est aussi grâce à tous ceux qui se sont mis en grève par solidarité avec elles sur l'usine. Alors oui, c'est un succès de tous et pour tous, car cela ne peut que rendre la direction moins arrogante.

Correspondant LO

Échos des entreprises

Un budget contre le personnel et les malades

Avec la mise en place de la réforme hospitalière, les budgets des hôpitaux sont mis à mal. en Aquitaine, le budget augmente de 0,46 %, c'est-à-dire bien moins que l'inflation : ce qui veut donc dire un budget en diminution.

Ça ne pourra se faire que par une aggravation de nos conditions de travail, des suppressions de postes, des fermetures de lits et des économies en tout genre.

Le gouvernement mène la même politique de restrictions dans tous les services publics, mais ce n'est pas une fatalité.

Et c'est bien tous ensemble qu'il nous faudra mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital Saint-André
Bordeaux

Une riche collaboration

La direction cherche à réduire l'activité de l'hôpital pour tenir son budget.

Elle demande aux médecins de ne pas vouloir tout faire. Ils devraient même chercher à collaborer avec les cliniques privées.

On connaît la musique : celles-ci ne sont intéressées que par ce qui est rentable.

Alors, ce genre de collaboration servira moins à réduire les dépenses de la Sécurité sociale qu'à accroître les profits des cliniques privées.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital-Sud Rennes

L'INITIATION D'UN HOMME : 1917 de John Dos Passos

***L'initiation d'un homme : 1917* raconte quelques mois de la vie d'un jeune Américain d'un peu plus de vingt ans qui, durant l'année 1917, découvre l'horreur de la guerre.**

Martin Howe, plus pour échapper à sa famille que par ardeur guerrière, s'engage dans les ambulanciers. Comme lui, en cette année 1917, bien d'autres jeunes Américains partent au moment où le gouvernement des États-Unis décide d'intervenir en Europe aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne.

Ce court récit évoque la cruauté de la guerre : les bombardements, les pluies d'obus, les gaz, le «*fouillis de fils de fer et des tas de douilles en cuivre et de caisses éventrées*», les «*camions retournés, les mulets crevés... à côté de caissons fracassés, des corps en tas dans leur longue capote bleue à demi enterrés dans la boue des fossés*».

Cette réalité est bien différente de ce qu'avaient imaginé ces soldats fraîchement débarqués dans une guerre qui dure depuis trois ans. En 1917, l'enthousiasme patriotique et les mensonges, qui avaient dans un premier temps du conflit servi à «*asservir les cerveaux*», sont désormais rejetés pas les soldats du front. Ainsi ce soldat alsacien qui se reproche jour et nuit d'avoir tué à la baïonnette un Allemand. Ou cet autre soldat hanté par le souvenir de cette grenade qu'un autre a placée sous l'oreiller d'un prisonnier allemand.

Martin passe très vite des doutes à la révolte contre la guerre et tous les mensonges dont les gens au pouvoir, aidés par les journalistes, abreuvent la population. Il confie ses désillusions sur cette Amérique qu'il croyait différente et qu'il découvre n'être qu'une «*nation militaire, une entreprise de piraterie autant que la France, l'Angleterre, l'Allemagne*».

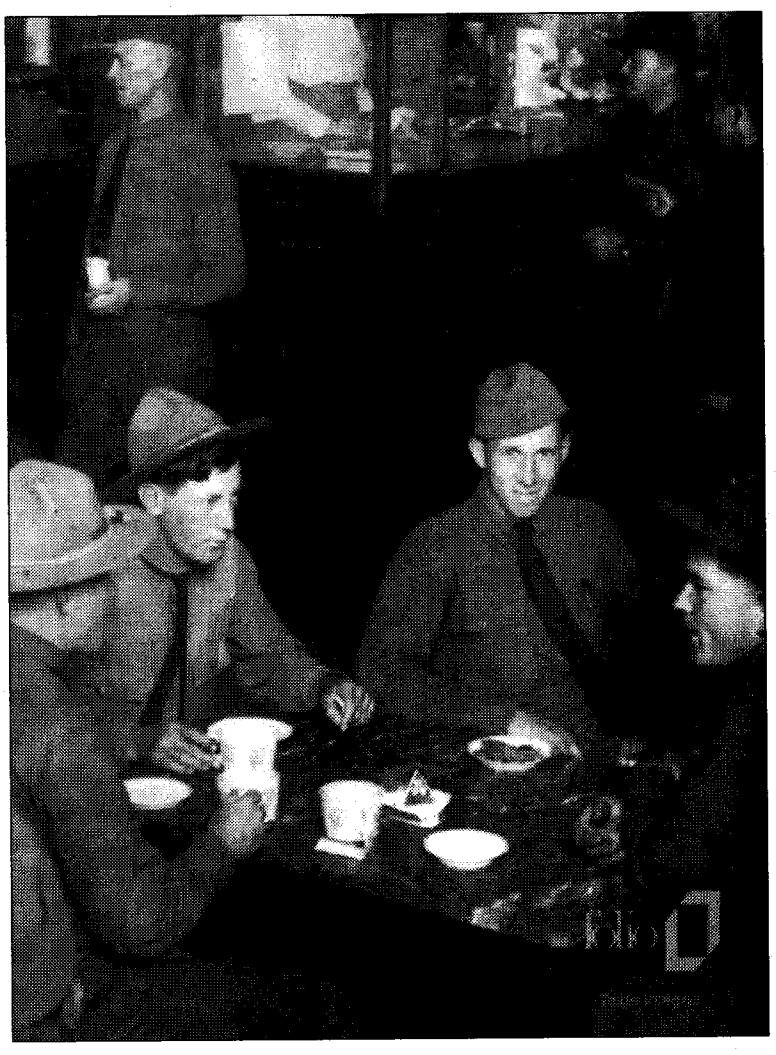
L'auteur, John Dos Passos, fait parler plusieurs soldats français qui se demandent comment arrêter la guerre. L'influence de cette révolution qui vient d'ébranler la Russie se fait sentir. «*C'est donc sur nous, les classes inférieures, que le monde nouveau devra se fonder. Les riches doivent disparaître... avec eux les guerres auront vécu*», dit l'un d'entre eux. Et tous finissent par lever leurs verres «*à la révolution, à l'anarchie et à l'État socialiste*».

Ce roman est très largement autobiographique. Dos Passos, qui l'écrivit en rentrant aux États-Unis en 1918 après avoir passé près d'une année dans le service des ambulanciers volontaires justement, avait 22 ans : il s'enthousiasmait pour toutes ces idées qui dénonçaient la guerre et ses responsables, avait des convictions socialistes, qu'il allait abandonner malheureusement plus tard.

En tout cas, ce roman réussit à transmettre cette révolte du jeune Dos Passos, qui fut celle de bien des soldats, jeunes et moins jeunes.

Aline RETESSE

L'initiation d'un homme : 1917
de John Dos Passos,
Collection Folio – 189 pages



GET ON THE BUS de Spike Lee

Octobre 1995, une quinzaine d'hommes noirs «*montent dans le bus*» – c'est le titre du film – à «South Central», au cœur de Los Angeles, là même où ont éclaté des émeutes quatre ans auparavant.

Ils se rendent à Washington pour participer à la «marche du million d'hommes» appelée par Louis Farrakhan, le leader de l'organisation nationaliste «Nation de l'Islam», mais aussi par d'autres organisations noires dont on aperçoit les porte-parole à la fin du film grâce à un choix de séquences d'actualité.

Le voyage dure trois jours, pendant lesquels les voyageurs vont devoir cohabiter... Et on retrouve dans ce bus des Noirs américains divers, tant par leurs espoirs que par leurs frustrations.

Un vieil homme, qui n'avait pas eu le courage de participer à la marche de Washington appelée plus de trente ans plus tôt par Martin Luther King, ne veut pas rater ce deuxième rassemblement de la communauté noire, qu'il juge «historique». Il entend y puiser l'énergie pour tenter de poursuivre une vie qui s'est dégradée ces dernières années.

Un père a forcé son fils à le suivre. À travers leurs relations, mi-hostiles, mi-complices, on peut percevoir quelques-unes des difficultés des familles noires pauvres, «*des enfants qui font des enfants qui s'entretuent*», selon une réplique du film. Les grandes absentes sont cependant les femmes, que l'intégriste islamiste Farrakhan a interdites de manifestation. Ici, on n'en entrevoit que le temps d'un arrêt du bus.

Deux autres découvrent que l'un est un policier dont le père, policier lui aussi, a été assassiné par un jeune voyou du ghetto et que l'autre, jeune converti à l'Islam, était l'un de ces jeunes durs du ghetto peu de temps avant.

La question raciale qui empoisonne les États-Unis depuis leur naissance, à cause de l'esclavage, ne gangrène pas que les Blancs. Est-on noir, métis ou blanc quand on a une mère blanche et un père noir? Cette question peut trouver une réponse provisoire à coups de poing...

Les frustrations nourrissent des préjugés qui ne cherchent qu'à s'exprimer. Il suffit qu'un chauffeur blanc d'origine juive prenne le volant du bus pour mesurer la dégradation des relations entre Noirs et Juifs; avec l'homosexualité également évoquée, ce sont des points sur lequel Farrakhan a construit une partie de sa démagogie.

Au total, le réalisateur sympathise avec les raisons diverses qui ont amené des centaines de milliers de Noirs à participer à cette marche, et marque un peu des distances vis-à-vis de Farrakhan. Cela permet d'entrevoir pourquoi cette marche a pu représenter pour nombre de participants un moment de dignité, de retrouvailles et d'échanges.

Mais on peut aussi y deviner comment le démagogue Farrakhan, nationaliste, réactionnaire et dictateur en puissance, se sert de ce mélange de bons sentiments et de frustrations pour renforcer son influence politique au sein du mouvement noir, ce qui pourrait déboucher, si son influence continuait de se renforcer, non pas sur la libération des Noirs américains, mais sur leur mise au pas. Mais, cela, le sentiment national du réalisateur noir l'empêche de l'envisager. Alors, le dénoncer...

Jacques FONTENOY

Albanie

CONTRE LA POPULATION RÉVOLTÉE LE GOUVERNEMENT ENVOIE LES CHARS

Pour tenter de briser l'explosion de colère qui secoue tout le sud du pays, le président Sali Berisha a ordonné le blocus total de la région et l'envoi d'unités spéciales de l'armée, équipées d'armement lourd.

Les communications téléphoniques ont été coupées, les routes barrées, tous les observateurs albanais et étrangers sommés de quitter la région, comme si le gouvernement se préparait à réprimer la population en révolte à l'abri de tout témoin. Sur l'ensemble du pays, l'état d'urgence est décrété depuis le 2 mars et «*jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel et public*». Tirana, la capitale, subit le couvre-feu.

Depuis janvier dernier, la population réclame le remboursement intégral des sommes qu'elle avait confiées à des sociétés d'épargne, censées lui permettre de réaliser des gains importants et rapides. Dans ce petit pays d'un peu plus de 3 millions d'habitants, le plus pauvre d'Europe, les sociétés montées par des financiers véreux, ayant la caution du parti au pouvoir et du président lui-même, n'eurent aucun mal à drainer toutes les ressources des familles, certaines vendant tout ce qu'elles possédaient. Ces mêmes sociétés mirent la clé sous la porte, tandis que l'argent qu'on leur avait confié se volatilisait. 60 % de la population serait complètement ruinée et la colère qui montait au fil des semaines explose littéralement aujourd'hui dans certaines villes.

A Vlora, port de 80 000 habitants et deuxième ville du pays, vendredi 28 février, des milliers de personnes ont pris d'assaut une caserne, se sont emparées des armes qui s'y trouvaient sans rencontrer de résistance de la part des soldats et des officiers, ont mis à sac la résidence du président, incendié les bâtiments de la police, ravagé les établissements bancaires, pillé les magasins d'alimentation. Depuis, des émeutes comparables ont secoué d'autres villes du sud comme Saranda, Gjirokaster…

Le gouvernement est bien sûr incapable de faire rendre gorge aux affairistes véreux qui ont dépouillé la population de façon éhontée. Il les a laissés faire, quand il n'en a pas été directement complice.

Quant aux partis d'opposition, rassemblés dans un «Forum démocratique», ils réclament un nouveau gouvernement susceptible de préparer de nouvelles élections, qui permettrait à une nouvelle équipe de promouvoir, disent-ils, un «*sérieux programme économique*» pour indemniser tous ceux qui ont été spoliés. Comme on le voit, les dizaines de milliers d'Albanais qui ont été escroqués et plus largement l'ensemble de la population pauvre de ce pays auraient le temps de désespérer et de mourir de dénuement si l'opposition arrivait au pouvoir.

Aujourd'hui, face au gouvernement, la population pauvre ne peut, ne doit compter que sur ses seules forces. Et c'est au cours de sa lutte qu'elle peut prendre conscience qu'il lui faut prendre, elle-même, son sort en main.

Lucienne PLAIN

AFP

Affrontements à Tirana.

Irak

LES PROFITS DE LA FAIM

Plusieurs mois après l'achat de nourriture par l'Irak, l'ONU et les dirigeants américains bloquent toujours toute livraison. Ces achats ont pourtant été autorisés par une résolution de l'ONU, dite «pétrole contre nourriture», de mai 1996. Le pétrole a été vendu, l'argent mis sur un compte-séquestre. La nourriture a été commandée et payée. Mais ni riz, ni blé, ni sucre, ni lait n'ont été livrés.

Peut-on qualifier cela de vol, d'escroquerie, de chantage à la famine ? Certainement !

S'il s'agissait de faire comprendre aux Irakiens affamés que, si leur dictateur est une belle ordure, il n'est qu'un enfant de chœur à côté des dirigeants impérialistes, on ne s'y prendrait pas mieux.

En fait, c'est sûrement parce que, capitalisme oblige, entre les différentes transactions de cet échange, il y a des petits malins qui font leur beurre. Les termes réels de l'échange ne sont pas «pétrole contre nourriture», mais «pétrole vers banquiers occidentaux, vers produits alimentaires, vers dirigeants irakiens, vers gros bonnets de l'import-export irakien». La population affamée n'étant que la fin du circuit avec la faim au ventre.

Le maire de Jérusalem, ravi, présente l'emplacement de la future cité juive.

AFP

Israël

UN GOUVERNEMENT DE VOLEURS QUI CONTINUE DE SPOLIER LES PALESTINIENS

Le gouvernement israélien vient de décider la construction de 6 500 nouveaux logements dans la partie est de Jérusalem, conquise en 1967, au moment même où son Premier ministre, Nétanyahou, se trouve empêtré dans une affaire aux relents nauséabonds où se mêlent des actes de prévarication, d'abus de confiance, voire peut-être de chantage.

Nétanyahou aurait accepté le marchandage d'un rabbin, chef d'un petit parti religieux d'extrême-droite, dont la carrière politique est menacée par diverses inculpations pour fraudes et détournements de fonds. Ce rabbin aurait placé Nétanyahou devant le choix suivant : ou le Premier ministre acceptait de nommer au poste de conseiller juridique du gouvernement un obscur avocat à l'honnêteté douteuse, ou le parti religieux retirait ses dix élus de la coalition, auquel cas le gouvernement tombait. Le rabbin, en plaçant un de ses hommes au poste-clé de conseiller juridique, qui joue le rôle de procureur général traitant notamment de toutes les affaires impliquant des hommes politiques, pouvait espérer être blanchi des accusations qui pèsent sur lui.

Parmi le personnel politique israélien il y a donc des voleurs, des escrocs. Mais ne sont-ils pas à l'image des gouvernants de ce pays qui ont institutionnalisé à une bien plus grande échelle le vol… des terres palestiniennes ?

La concordance des faits est d'ailleurs là pour souligner que le plus grand des scandales est bien la situation faite aux Palestiniens, humiliés et spoliés depuis des décennies. La mise en œuvre de ce nouveau fait accompli, consistant en la construction de plusieurs milliers de logements pour les Israéliens à Jérusalem-Est, est une provocation pour les Palestiniens. Elle pourrait d'ailleurs conduire à un violent refus, semblable à celui qui s'était produit en septembre dernier, après l'ouverture d'un tunnel «archéologique» sous un quartier de la vieille ville arabe de Jérusalem.

La décision israélienne connue, Arafat s'est envolé pour Washington afin d'y rencontrer Clinton qui aurait préféré «*que cette décision ne soit pas prise*». Une façon de dire qu'il n'entend pas contraindre Nétanyahou.

Comme à leur habitude, les représentants de l'impérialisme américain acceptent la politique du gouvernement israélien. Ils ont simplement demandé à Arafat de maintenir «*le calme dans les territoires occupés et Jérusalem* (…) *et que tout différend sur n'importe quel problème, y compris celui-ci, soit résolu de façon pacifique*».

Le gouvernement israélien peut continuer à spolier… en paix.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995